



**2023**

# **Rapport Annuel d'Activités et de Résultats**



**République Centrafricaine  
"Fonds UE Bêkou"**

# Table des matières

<b>ABRÉVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>APERÇU</b>	<b>1</b>
<b>1. EVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS</b>	<b>2</b>
1.1 APERÇU DU CONTEXTE ET ENJEUX CLÉS .....	2
1.2 LE FONDS BÉKOU EN 2023.....	5
<b>2. PORTEFEUILLE, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS</b>	<b>6</b>
2.1 LE PORTEFEUILLE BÉKOU .....	6
2.2 LE CADRE DE RÉSULTATS RÉVISÉ .....	12
2.3 RÉSULTATS CLÉS EN 2023 .....	14
2.3.1 OBJECTIF SPÉCIFIQUE 1 - ACCÈS AUX SERVICES DE BASE .....	15
2.3.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE 2 - RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE .....	22
2.3.3 OBJECTIF SPÉCIFIQUE 3 - RELANCE ÉCONOMIQUE .....	29
2.4 SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE.....	35
2.5 COMMUNICATION ET VISIBILITÉ .....	35
<b>3. RAPPORT FINANCIER</b>	<b>36</b>
3.1 MONTANTS PROMIS ET REÇUS .....	36
3.2 MONTANTS PAYES.....	37
3.3 BÉNÉFICIAIRES ET MONTANTS CONTRACTUALISÉS .....	37
3.4 ANALYSE KPI.....	38
<b>4. MANAGEMENT ET CONTRÔLE INTERNE</b>	<b>39</b>
4.1 RESULTATS DES CONTRÔLES.....	39
4.1.1 EFFICACITÉ DES CONTRÔLES CONCERNANT LA LÉGALITÉ ET LA RÉGULARITÉ.....	39
4.1.2 PRÉVENTION ET DÉTECTION DES FRAUDES .....	39
4.2 OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE SERVICE D'AUDIT INTERNE / LA COUR DES COMPTES .....	40
4.3 ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE .....	40
<b>5. ANNEXES</b>	<b>41</b>

## ABRÉVIATIONS

<b>ACTED</b>	Agence pour la coopération technique et le développement
<b>AEL</b>	Acteurs économiques locaux
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AFJC</b>	Association des Femmes Juristes de Centrafrique
<b>AGR</b>	Activité génératrice de revenus
<b>AICS</b>	<i>Agenzia Italiana per la cooperazione allo sviluppo</i>
<b>ALIMA</b>	<i>Alliance for international medical action</i>
<b>AMI</b>	Appel à manifestation d'intérêt
<b>ANEA</b>	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
<b>AO</b>	Appel d'offres
<b>AT</b>	Assistance technique
<b>AVEC</b>	Association villageoise d'épargne et de crédit
<b>COOPI</b>	<i>Cooperazione internazionale</i>
<b>COVID-19</b>	<i>Coronavirus disease 2019</i>
<b>CRF</b>	Croix-Rouge française
<b>CPC</b>	Coalition des Patriotes pour le Changement
<b>CRS</b>	<i>Catholic Relief Services</i>
<b>CUAMM</b>	<i>Doctors with Africa</i>
<b>DRC</b>	<i>Danish Refugee Council</i>
<b>DS</b>	District sanitaire
<b>ECD</b>	Equipes cadres de district
<b>ECR</b>	Equipes cadres de région
<b>EF</b>	Expertise France
<b>EHA</b>	Eau, hygiène et assainissement
<b>EMF</b>	Etablissements de microfinance
<b>EUR</b>	Euros
<b>FACA</b>	Forces armées centrafricaines
<b>FBP</b>	Financement basé sur la performance
<b>FCFA</b>	Francs CFA
<b>FED</b>	Fonds européen de développement
<b>FOSA</b>	Formations sanitaires
<b>GBVIMS</b>	Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>ICON</b>	<i>Icon-Institut Consulting</i>
<b>IMC</b>	<i>International Medical Corps</i>
<b>IRAM</b>	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
<b>IRC</b>	<i>International Rescue Committee</i>
<b>ITC</b>	<i>International Trade Center</i>
<b>IVDCI</b>	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale
<b>moi</b>	Million
<b>MJ</b>	Maison des Jeunes
<b>MLS</b>	<i>Monitoring and Learning System</i>
<b>MPFFPE</b>	Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant
<b>MSP</b>	Ministère de la Santé et la Population
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>OS</b>	Objectif spécifique

<b>PDI</b>	Personnes déplacées internes
<b>PEP</b>	Prophylaxie post-exposition
<b>PMO</b>	Partenaires de mise en œuvre
<b>PND-RCA</b>	Plan National de Développement
<b>PTF</b>	Partenaires techniques et financiers
<b>PUI</b>	Première Urgence Internationale
<b>RCA</b>	République centrafricaine
<b>RCPCA</b>	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>RFI</b>	Radio France Internationale
<b>RNL</b>	Radio Ndeke Luka
<b>ROM</b>	<i>Result-oriented monitoring</i>
<b>RS</b>	Région sanitaire
<b>SASA</b>	<i>Start Awareness and Support Action</i>
<b>SODECA</b>	Société de distribution d'eau de Centrafrique
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNICEF</b>	<i>United Nations Children's Fund</i>
<b>UPC</b>	Unité pour la Paix en Centrafrique
<b>VBG</b>	Violences basées sur le genre
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine

## **APERÇU**

La République Centrafricaine reste et demeure un pays instable et fragile à tous points de vue (économique, politique, sécuritaire). Cet environnement particulier marqué par l'insécurité, des limitations de mouvement dans le pays, des contraintes physiques (qualité des routes, inondations, etc.) constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre efficace des projets et programmes financés par l'UE et les autres partenaires de la RCA.

Les conséquences de l'incendie des locaux de la DUE en décembre 2022 (perte de documents et matériels, éparpillement du personnel dans trois sites éloignés les uns des autres etc.) auxquelles sont venus se greffer une forte instabilité d'internet, les délestages électriques, ainsi que les pénuries épisodiques de carburant ont dégradé considérablement les conditions de travail en RCA au cours de 2023.

Ce rapport met en avant les résultats clés obtenus dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du Fonds en 2023 par objectif stratégique (services de base, cohésion sociale et relance économique).

# 1. EVÉNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS

## 1.1 Aperçu du contexte et enjeux clés

En 2023, la République centrafricaine (RCA) continue d'être tourmentée par une situation politico-sécuritaire instable qui fait le jeu d'une multitude d'acteurs en mutation constante.

En 2023, la situation sécuritaire en RCA s'est caractérisée par deux tendances contraires : **le nombre d'incidents sécuritaires a augmenté par rapport à celui de l'année précédente, mais le nombre de décès associés à la violence armée a diminué.** Au 31 décembre 2023, 544 personnes ont été tuées dans 295 incidents sécuritaires, alors que

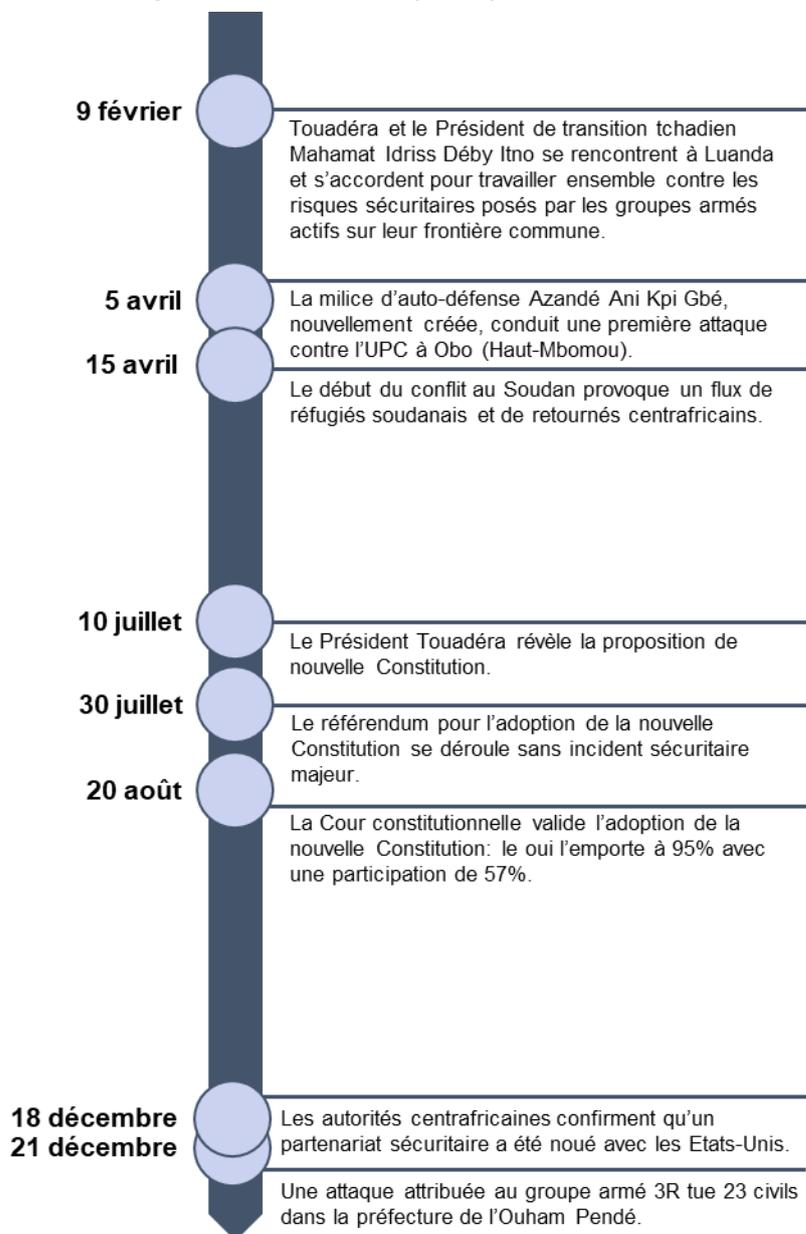
sur la même période en 2022, 265 incidents sécuritaires avaient fait 871 victimes<sup>1,2</sup>. Le niveau de létalité par incident en 2023, égal à 1,8, représente presque la moitié de celui de 2022 (3,3 victimes par incidents).

En particulier, **le repli de la majorité des combats vers les régions périphériques du pays a permis une réduction considérable de la violence envers les civils.** En effet, en 2023, 124 victimes étaient des civiles, ce nombre est presque quatre fois inférieur à celui de 2022 et sept fois inférieur à 2021<sup>3</sup>.

**L'augmentation du nombre d'incidents sécuritaires est liée à la résurgence des combats entre la Coalition des patriotes pour la Centrafrique (CPC) et les forces armées centrafricaines (FACA)** depuis fin 2022. L'apparition d'un nouveau groupe armé pro-gouvernemental, la milice Azandé Ani Kpi Gbé, fin avril 2023 dans le Mbomou et le Haut-Mbomou a aussi été à l'origine de nombreux affrontements dans ces préfectures<sup>4</sup>.

**Sur la scène politique, près d'un an après l'annonce par le Président Touadéra de son projet de réforme de la Constitution, cette dernière a été adoptée par référendum en août 2023<sup>5</sup>.** Le référendum s'est tenu le 30 juillet sans incident sécuritaire majeur et la nouvelle Constitution a été approuvée

Figure 1: 2023 en République centrafricaine



<sup>1</sup> ACLED Dashboard, consulté le 12/01/2024. Récupérer [ici](#).

<sup>2</sup> Les données présentées dans ce paragraphe ont été filtrées par les types d'événements suivants : *battles*, *violence against civilians* et *explosions/remote violence*.

<sup>3</sup> ACLED Dashboard, consulté le 12/01/2024. Récupérer [ici](#).

<sup>4</sup> ICG, CrisisWatch – République centrafricaine, consulté le 2 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

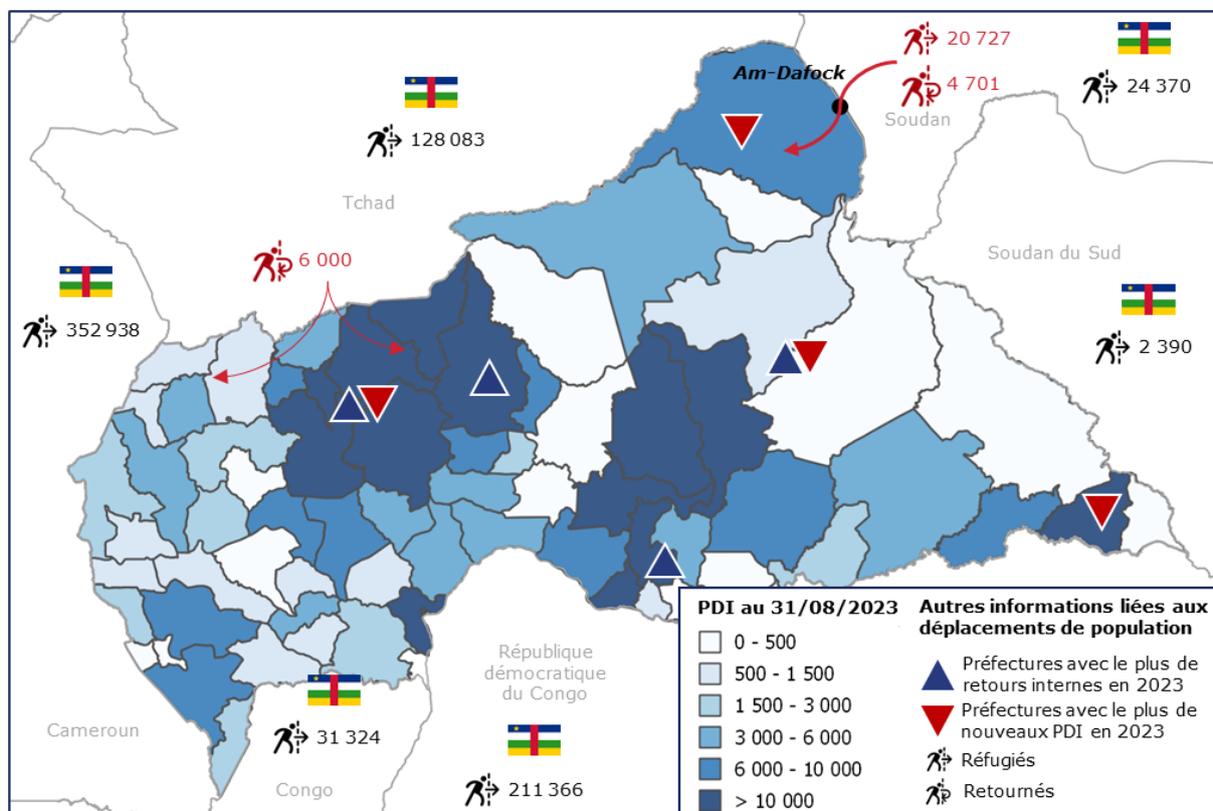
<sup>5</sup> ICG, CrisisWatch – République centrafricaine, consulté le 2 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

à 95% des voix.

En 2023, la déstabilisation des pays voisins a accru les tensions sécuritaires en RCA.

**Le conflit entre l'armée soudanaise et les paramilitaires des forces de soutien rapide a provoqué le déplacement de 25 428 personnes du Soudan vers la préfecture de la Vakaga entre le début du conflit et le 27 novembre 2023.** Ils sont composés de 20 727 réfugiés soudanais et de 4 701 retournés centrafricains<sup>1</sup>.

Figure 2: Déplacements internes et flux de réfugiés et retournés en RCA en 2023<sup>2</sup>



**Depuis janvier, des éléments de deux groupes armés tchadiens ont été signalés dans la préfecture de la Vakaga.** Des violences liés à ces groupes ont forcé au moins 6 000 Centrafricains qui vivaient au Tchad à rentrer en RCA<sup>3</sup>. Les dirigeants des deux pays se sont rencontrés à Luanda en février et se seraient accordés pour lutter conjointement contre cette menace.

Dans ce contexte volatile persistant, 3,4 millions de personnes avaient besoin d'une assistance humanitaire en août 2023, à savoir 56% de la population centrafricaine<sup>4</sup>. Bien que préoccupante, cette situation est stable par rapport à l'année 2022.

**Les secteurs avec le plus grand nombre de personnes dans le besoin en 2023 sont l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), la sécurité alimentaire, la santé et la protection<sup>5</sup>.** Les personnes en zones rurales sont particulièrement vulnérables en ce qu'elles cumulent une plus grande exposition à la violence armée et un accès limité à ces services de base. Spécifiquement, le niveau d'insécurité alimentaire en RCA continue d'être préoccupant avec 2,4 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë

<sup>1</sup> HCR, 'Sudan Situation – Regional Displacement Update', 27 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>2</sup> OCHA, 'République centrafricaine : Statistiques détaillées des sites PDI', 31 août 2023. Récupérer [ici](#).

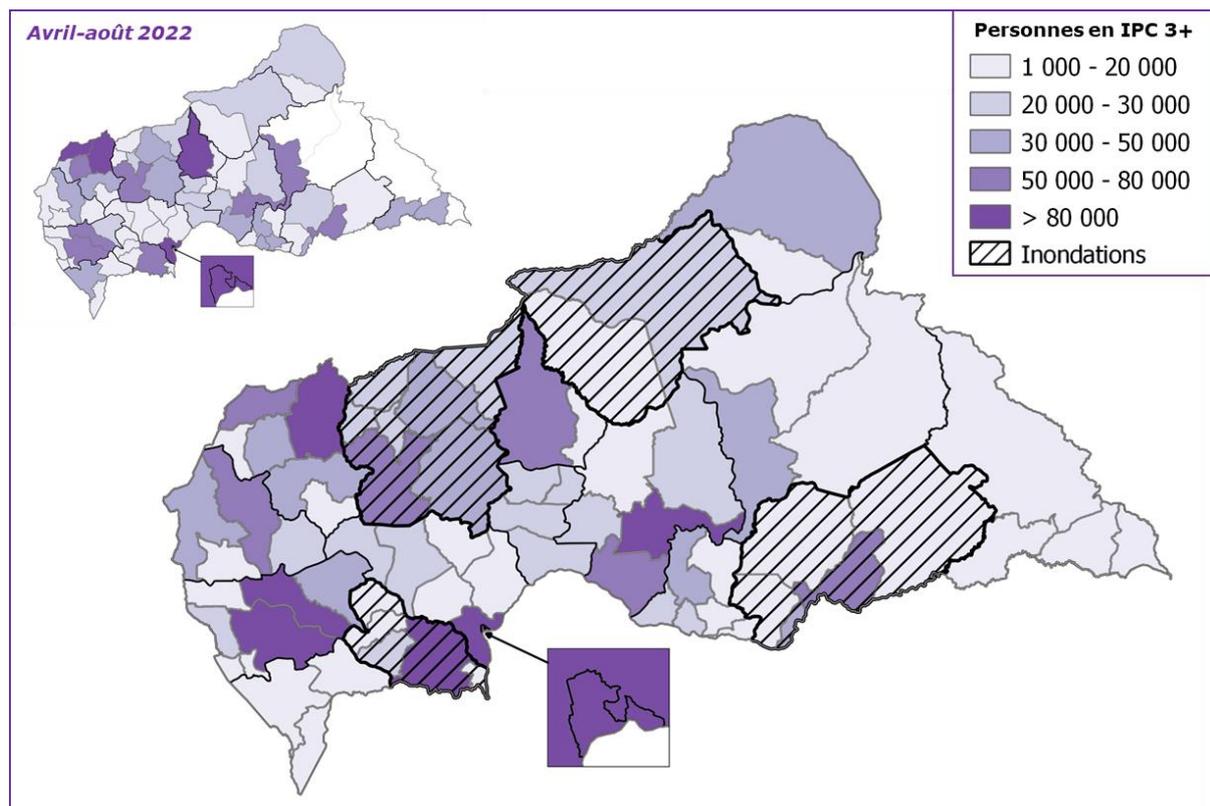
<sup>3</sup> OIM, 'Matrice de suivi des déplacements : République centrafricaine – Tableau de bord', 8 septembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>4</sup> OCHA, 'Central African Republic – Rapport de situation', 5 janvier 2024. Récupérer [ici](#).

<sup>5</sup> Ibid.

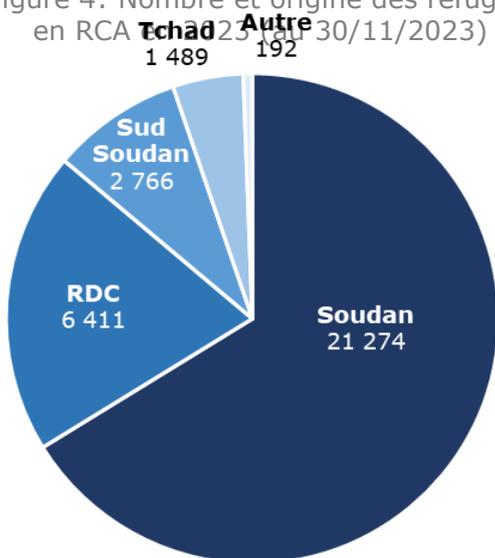
de phase 3 ou pire entre avril et août 2023.

Figure 3: Personnes expérimentant un niveau d'insécurité alimentaire de phase 3 ou + pendant la période de soudure (avril-août) en 2023 par rapport à celle de 2022<sup>1,2</sup>



Ces niveaux élevés d'insécurité alimentaire s'expliquent d'une part par des causes endogènes<sup>3</sup>. La violence armée, la détérioration des réseaux routiers et une productivité agricole locale insuffisante due à de mauvaises pratiques agricoles limitent l'accès des populations à la nourriture et aux moyens de subsistances. D'autre part, des facteurs exogènes accroissent la pression sur ces moyens de subsistance. Il s'agit entre autres de l'inflation sur les denrées de base, des pénuries de carburant persistantes depuis 2022, et des sécheresses et inondations de plus en plus fréquentes dues au changement climatique.

Figure 4: Nombre et origine des réfugiés en RCA (au 30/11/2023)



**Dans ce contexte sécuritaire où les conflits s'éloignent des principales zones urbaines du pays, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) en RCA continue de diminuer.** Le 31 décembre 2023, il atteint ainsi son niveau le plus bas à cette date depuis 2018 avec 511 800 PDI<sup>4</sup>. Le nombre de réfugiés centrafricains dans les pays voisins reste similaire aux années

<sup>1</sup> IPC, Population Tracking Tool, consulté en décembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>2</sup> OCHA, 'West and Central Africa – Flooding Situation Overview (as of 6 July 2023)', 7 juillet 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>3</sup> OCHA, 'Central African Republic – Rapport de situation', 24 octobre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>4</sup> UNHCR, 'Operational Data Portal – Central African Republic', consulté le 15 février 2024. Récupérer [ici](#).

précédentes pour atteindre 750 500 personnes en août 2023<sup>1</sup>.

## **1.2 Le Fonds Bêkou en 2023**

Depuis le 1er mars 2023, la gestion opérationnelle (initiation et vérification) des projets du Fonds Bêkou et la fonction de Gestionnaire du Fonds ont été transférées du Siège à la Délégation de l'UE en RCA et ce jusqu'à la clôture du Fonds. Ce transfert a été effectué sur base d'une analyse de l'état des lieux des projets ainsi que des ressources humaines de la Délégation. La gestion financière et l'ordonnancement financier restent au Siège (INTPA A6).

En 2023, période charnière de mise en œuvre, le Fonds Bêkou a poursuivi l'exécution des actions en cours tout en accentuant le suivi-évaluation ainsi que la capitalisation et l'apprentissage en vue de capter les principaux résultats et acquis du Fonds grâce au contrat Monitoring Learning System (MLS, Système de suivi et d'apprentissage) avec la société Altai Consulting.

La stratégie de sortie adoptée en 2022 est centrée sur la consolidation des acquis des projets à travers le NDICI et son appropriation par les différents Partenaire Technique et Financier (PTF) d'une part et d'autre part par le gouvernement centrafricain via son Plan National de Développement (PND-RCA)).

---

<sup>1</sup> Ibid.

## 2. PORTEFEUILLE, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS

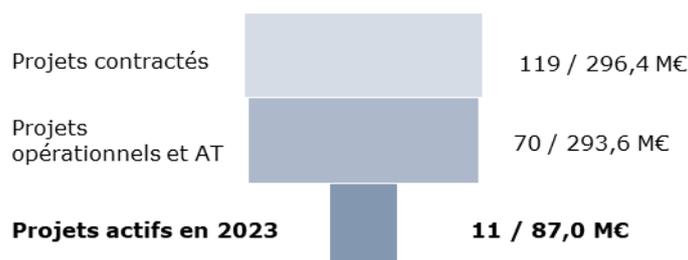
### 2.1 Le portefeuille Bêkou

**Entre son lancement en 2014 et le 31 décembre 2023, le Fonds Bêkou a engagé au total 296,4 Mio EUR** (hors crédits administratifs)<sup>1</sup>. Ce budget a été mobilisé dans le cadre de **22 programmes** et **119 contrats en RCA**<sup>2</sup>.

Le montant engagé a principalement servi 70 contrats, représentant 293,6 Mio EUR (99% du total engagé), ayant financé soit des projets « opérationnels », à savoir directement à destination des bénéficiaires finaux (64 contrats, 288,9 Mio EUR), soit consistant en des assistances techniques aux ministères de tutelle (6 contrats, 4,7 Mio EUR). Le reste du budget est consacré à des études, évaluations et analyses (MEL pour 1,7 Mio EUR), aux audits (0,6 Mio EUR) ou à la communication-visibilité (0,5 Mio EUR).

**Au cours de l'année 2023, 21 contrats ont été actifs totalisant un budget de 88,3 Mio EUR.** Parmi ces contrats, il y a 10 projets opérationnels et une assistance technique (AT). Ces 11 contrats représentent un total de 87,0 Mio EUR. Les 10 contrats restants sont principalement des audits (7 contrats ; 0,2 Mio EUR), des évaluations et analyses (2 contrats ; 1,1 Mio EUR) ainsi que des initiatives de communication-visibilité (1 contrat, 0,1 Mio EUR).

Figure 5: Part du budget et des projets opérationnels et AT actifs en 2023



**Les projets du Fonds Bêkou sont répartis selon trois objectifs spécifiques (OS) :**

- L'OS1 vise à **renforcer les services de base** ;
- L'OS2 vise à **promouvoir la cohésion sociale** ; et
- L'OS3 vise à **renforcer le secteur économique et productif**.

La plupart des projets contribuent également à un objectif transversal de soutien aux institutions publiques et organisations de la société civile, ainsi que la réhabilitation d'infrastructures.

**Le Fonds Bêkou a orienté ses financements en suivant une approche sectorielle.** Bien que certains projets contribuent à plusieurs objectifs spécifiques à la fois, la plupart contribuent à un objectif de manière prépondérante.

**Sur toute la durée du Fonds Bêkou, la plus grande part des financements – 134,6 Mio EUR ou 45% de l'allocation totale – a été destinée à des projets visant à améliorer l'accès aux services de base par la population centrafricaine –**

<sup>1</sup> Les dépenses administratives sont exclues de tous les montants présentés dans le cadre de l'analyse du portefeuille et des sections relatives aux résultats par objectif spécifique.

<sup>2</sup> Certains projets financés par le Fonds Bêkou ont également mis en œuvre des activités au Cameroun, en faveur des réfugiés centrafricains présents dans le pays voisin.

**notamment aux soins de santé et à l'eau et l'assainissement (OS1)<sup>1</sup>.** Fin 2023, 98% du budget contractualisé avaient été payés aux partenaires de mise en œuvre, reflétant la clôture de la majorité des projets dans le secteur de la santé au cours de l'année précédente, à l'exception du volet du programme RELSUDE mené par ALIMA dans la préfecture du Haut-Mbomou.

Figure 6: Répartition par objectif spécifique des montants contractualisés et des montants payés du Fonds Bêkou 2014-2023



Les financements du Fonds alloués à des projets en matière de cohésion sociale (OS2) comptent pour 45,9 Mio EUR ou 15% du portefeuille. Cet objectif a également un taux d'avancement dans les paiements équivalent à 98% du total des montants contractualisés.

Les projets d'appui au rétablissement du secteur économique et productif (OS3) ont mobilisé 113,1 Mio EUR ou 38% des financements du Fonds Bêkou. Les interventions dans le domaine du développement rural ont progressivement atteint leur vitesse de croisière et deux des projets de cet objectif seront les derniers du portefeuille à être clôturés fin 2024. Cela se reflète au niveau du taux de paiement légèrement moins avancé de 96% fin 2023.

### Les projets du Fonds Bêkou ont évolué au cours des années pour s'adapter aux besoins identifiés dans le pays et aux différentes crises.

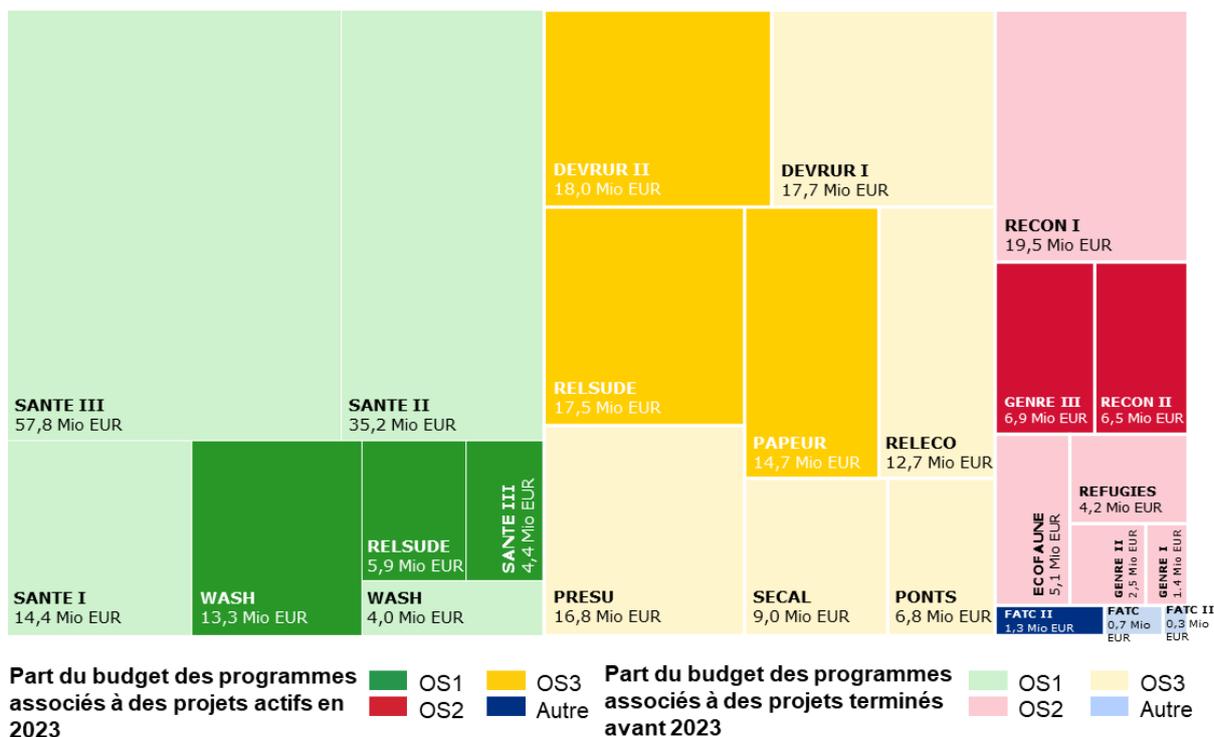
- En matière d'accès aux services, **le programme SANTE** a été reconduit et mis en œuvre en trois phases (toutes sont à présent terminées). Les activités ont été adaptées pour prendre en compte l'introduction progressive de la gratuité ciblée et du financement basé sur la performance dans les formations sanitaires appuyées. Le budget du programme SANTE III, a également été augmenté, pour permettre aux projets de répondre à la pandémie de COVID-19.
- En vue de la cohésion sociale, **le soutien à la Radio Ndeke Luka et l'appui à l'autonomisation des femmes** ont été menés sur la majeure partie de la durée du Fonds Bêkou. Les activités en lien avec la lutte contre les violences basées sur

<sup>1</sup> Les projets non opérationnels sont inclus dans la catégorie 'Autre'. Certains sont liés à des programmes précis : par exemple, l'audit du programme SANTE III est comptabilisé dans 'Autre' et non sous l'OS1. Cette catégorie se compose de 47 contrats pour un montant de 2,7 Mio EUR.

le genre (VBG) ont pris davantage d'importance à **chaque nouvelle phase du programme GENRE**, et sont au cœur de la troisième phase actuellement mise en œuvre. La **nouvelle phase du programme RECONCILIATION** a également permis de financer un projet dédié à la jeunesse, actif à Bangui, dans le centre et dans le nord du pays.

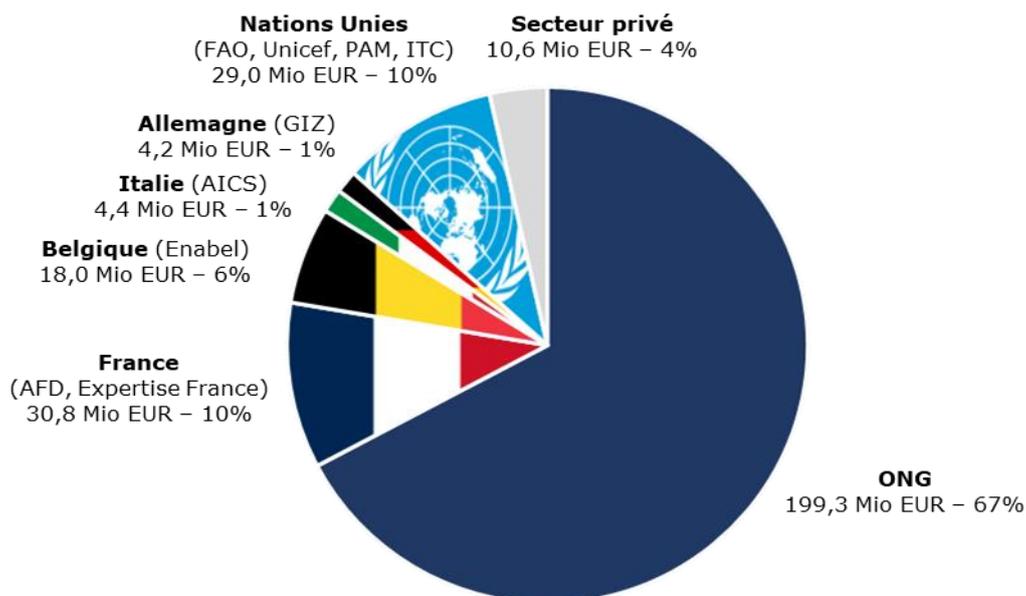
- Quant à la relance économique, les **premières années** du Fonds Bêkou ont mis l'accent **sur la sécurité alimentaire** (à travers le programme SECAL ; 9,0 Mio EUR). À partir de 2018-2019, les programmes sous cet objectif ont été réorientés vers le **soutien aux petits entrepreneurs et aux chaînes de valeurs**, ainsi qu'au domaine de la microfinance.

Figure 7: Engagements des programmes financés par le Fonds Bêkou, répartis par objectif stratégique et statut des projets associés



**Les financements du Fonds Bêkou sont majoritairement gérés par des ONG internationales** (199,3 Mio EUR, soit 67%). Les autres partenaires de mise en œuvre d'importance sont les agences des États membres (57,4 Mio EUR, soit 19%) et les agences des Nations unies (29,0 Mio EUR, 10%).

Figure 8: Répartition des montants contractés par type de partenaires de mise en œuvre 2014-2023



**Les ONG internationales gèrent principalement les projets de l’OS1 et de l’OS2.**

En effet, les projets actifs dans le domaine de la santé ont été alloués à des organisations implantées sur le terrain depuis plusieurs années, avec une connaissance des enjeux et des systèmes sanitaires en RCA. **Les agences des États membres de l’UE ont mis en œuvre le plus de projets de l’OS3**, notamment à travers la construction d’infrastructures sous les programmes PRESU et PONTS.

Figure 9: Projets actifs en 2023 – Types de partenaires de mise en œuvre



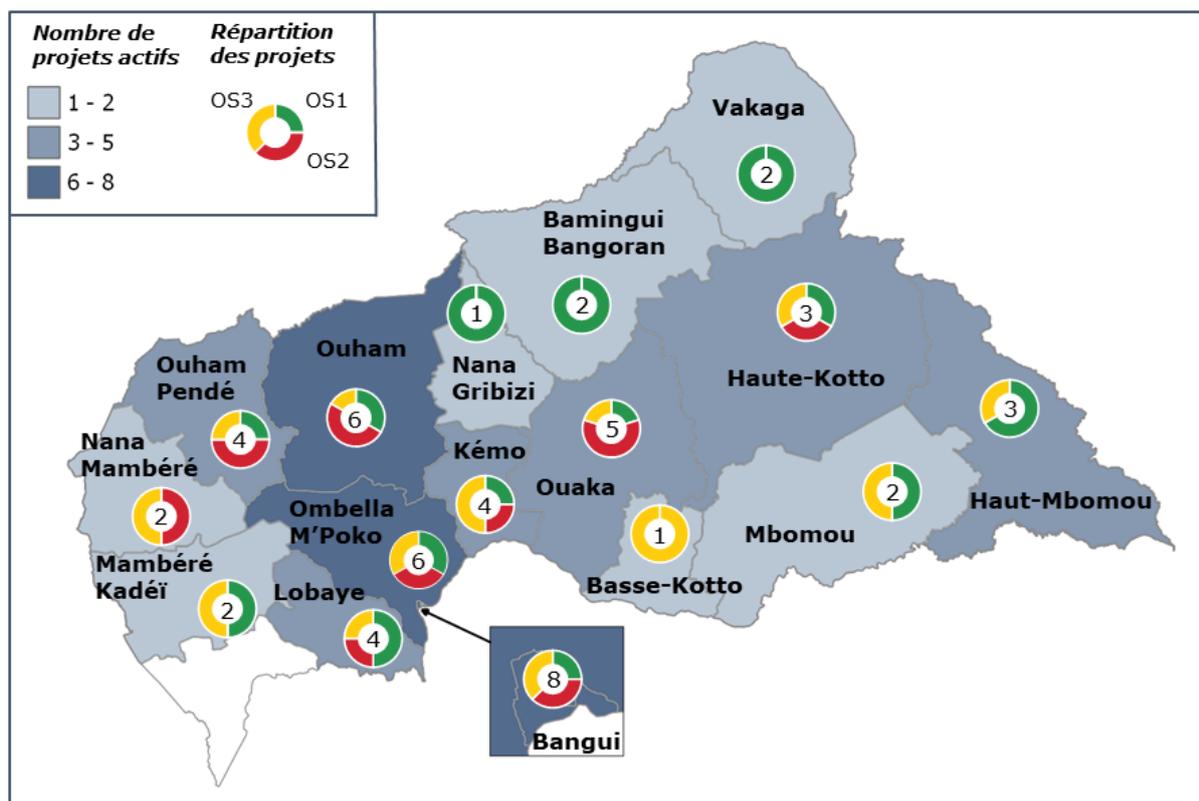
**Les ONG internationales ont impliqué 35 ONG centrafricaines distinctes<sup>1</sup> dans la mise en œuvre de certains projets à travers des financements en cascade** (pour 31 d’entre elles) **ou en tant que codemandeur dans le cadre d’un consortium** (pour les 4 autres). Dans la majorité des cas, les montants gérés par les ONG centrafricaines dans le cadre de financement en cascades étaient plafonnés à 60 000 EUR. Toutefois, les ONG qui ont été à plusieurs reprises partenaires des mêmes ONG internationales ont reçu des sommes progressivement plus conséquentes. Cela a été notamment le cas pour les programmes mis en œuvre en plusieurs volets, comme GENRE ou RECONCILIATION, et dont les partenariats concluants avec des ONG centrafricaines ont été reconduits d’une phase sur l’autre. Toutefois, aucune ONG centrafricaine n’a été contractée comme le partenaire de mise en œuvre principal d’un programme<sup>2</sup>.

**Les projets financés par le Fonds Bêkou ont mis en œuvre en 2023 des activités dans toutes les 20 préfectures que compte actuellement le pays**, à l’exception de la Sangha-Mbaéré. Sur l’ensemble des projets financés par le Fonds, les préfectures de l’ouest du pays sont celles dans lesquelles le plus grand nombre de projets interviennent,

<sup>1</sup> Certaines ONG, comme AFJC ou AFPE, ont pu être contractées à plusieurs reprises dans des projets différents.  
<sup>2</sup> A cet égard, une étude menée par le MLS en 2023 a détaillé les raisons derrière ce phénomène et proposé des recommandations pour permettre l’autonomisation des ONG centrafricaines afin qu’elles puissent à terme prétendre à l’obtention directe de financements de la part des bailleurs internationaux.

notamment à Bangui, dans l’Ombella M’Poko, l’Ouham et l’Ouham Pendé. Cette dynamique géographique est restée sensiblement la même en 2023 par rapport aux années précédentes.

Figure 10: Projets actifs en 2023 – Couverture géographique et répartition des projets par OS



L’appui du Fonds Bêkou pour l’amélioration des services (OS1) est réparti sur la quasi-totalité du pays. En particulier, les projets Santé couvrent 15 sur 35 districts sanitaires dans six régions sanitaires (sur sept). Les projets visant à renforcer l’accès à l’eau pour la population sont quant à eux répartis sur les zones rurales et urbaines du nord, du centre et de l’ouest du pays.

Les projets de renforcement de la cohésion sociale (OS2) peuvent être répartis en cinq segments : (1) Le soutien aux populations déplacées, qui s’est concentré sur les régions de l’ouest du pays, à la frontière avec le Cameroun<sup>1</sup>. (2) La promotion des droits des femmes, y compris la prévention des violences basées sur le genre. Le premier projet s’était concentré sur deux régions en particulier, avant d’être étendu à large portion des régions centrales du pays. La troisième phase du programme GENRE se focalise notamment dans les centres urbains où des centres d’écoute avaient déjà été créés, dans le centre du pays. (3) La construction de la paix, à travers des projets mis en œuvre majoritairement dans l’ouest et le centre du pays. (4) La protection des ressources naturelles qui s’est concentré sur les réserves au centre-nord et à l’est du pays. Enfin, le Fonds Bêkou a appuyé (5) les médias, notamment à travers le soutien à une radio nationale, la Radio Ndeke Luka.

Les projets financés par le Fonds pour renforcer les opportunités économiques (OS3) de la population ont couvert toutes les préfectures du pays. Notamment, le programme Sécurité Alimentaire a couvert les 17 préfectures de la RCA au début du Fonds. Dans un second temps, la stratégie de soutien du Fonds s’est éloignée d’activités de résilience et de sécurité alimentaire pour se concentrer sur le développement rural. Ces projets ont été répartis sur toutes les régions du nord, du centre et de l’ouest du pays. Enfin, les projets de

<sup>1</sup> Des activités ont également été menées au Cameroun.

désenclavement et de construction d'infrastructures financés par le Fonds se sont principalement concentrés sur Bangui et ses environs, ainsi que dans le sud-ouest du pays.

## 2.2 Le cadre de résultats révisé

INDICATEURS	Résultats fin 2022	Résultats en 2023	Evolution en 2023	Résultats totaux	Cibles	Avancement
<b>Objectif général : Améliorer la stabilisation et la reconstruction de la République Centrafricaine et renforcer la résilience de la population</b>						
<b>Objectif spécifique 1 : Rétablissement des services de base</b>						
1.1. Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable améliorée et/ou à des installations sanitaires avec le soutien du FF	1,024,129	44,566	4%	1,068,695	1,123,500	95%
1.2. Nombre de consultations et interventions de santé et médicales fournies avec l'appui du FF	9,016,166	55,289	1%	9,071,455	7,915,873	115%
1.3. Nombre de bénéficiaires d'activités d'alphabétisation	13,136	3,513	27%	16,649	22,732	73%
1.4. Nombre de référencement appuys	45,358	159	0%	45,517	82,908	55%
1.5. Nombre des points d'eau (y compris forages) construit/réhabilités	1,235	85	7%	1,320	1,300	102%
<b>Réponse COVID-19</b>						
COVID.1. Nombre de masques distribués	83,612	0	0%	83,612	0	
COVID.2. Nombre de dispositifs lavage de main installés	1,396	0	0%	1,396	1,608	87%
COVID.3. Nombre de personnes touchées par des activités de sensibilisation	921,970	0	0%	921,970	574,040	161%
COVID.4. Nombre de sensibilisateurs formés	1,222	0	0%	1,222	178	687%
COVID.5. Nombre de systèmes d'urgence en eau installés	14	0	0%	14	19	74%
<b>Objectif spécifique 2 : Promouvoir la cohésion sociale</b>						
2.1. Nombre des femmes/jeunes filles qui ont été bénéficiaires d'activités d'autonomisation socioéconomique	121,996	32,529	27%	154,525	45,598	339%
2.2. Nombre de survivant.e.s de VBG bénéficiant d'une prise en charge	8,609	4,092	48%	12,701	133,943	9%
2.3. Nombre de réfugiés, déplacés forcés ou personnes des communautés hôtes qui ont été protégés ou assistés avec l'appui du FF	18,167	0	0%	18,167	31,236	58%
2.4. Nombre de personnes qui ont bénéficié directement des interventions appuyées par l'UE visant spécifiquement à soutenir le peace-building civil post-conflit et/ou la prévention de conflit	256,153	92,233	36%	348,386	243,142	143%
2.5. Nombre des radio émetteurs	11	0	0%	11	9	122%
2.6. Nombre de médias directement appuyés par le FF	37	0	0%	37	15	247%

<b>Objectif spécifique 3 : Rétablissement du secteur économique et productif</b>						
3.1. Nombre de groupes agricoles formés et/ou équipés en kits	5,705	0	0%	5,705	3,447	166%
3.2. Nombre des vaccinations d'animaux avec l'appui du FF	3,085,951	0	0%	3,085,951	3,239,600	95%
3.3. Nombre des petits exploitants atteints avec les interventions soutenues par le FF dans le but d'augmenter leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité du terrain	181,882	5,551	3%	187,433	176,033	106%
3.4. Nombre de personnes soutenues pour développer une AGR	65,565	28,093	43%	93,658	54,970	170%
3.5. Nombre personnes travaillant aux THIMO	22,292	1,614	7%	23,906	15,303	156%
3.6. Nombre de personnes qui ont bénéficié des VET/interventions de développement des compétences sur base institutionnelle ou professionnelle appuyé par le FF	107,102	3,469	3%	110,571	112,166	99%
3.7. Nombre de bénéficiaires (individus) avec l'accès aux services financiers avec l'appui du FF	17,948	125	1%	18,073	58,316	31%
<b>Objectif transversal</b>						
T.1. Nombre des structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	469	25	5%	494	317	156%
T.2. Nombre de personnels administratif des institutions publiques ou fournisseurs de services dont les capacités ont été renforcées	18,318	1,920	10%	20,238	8,178	247%
T.3. Nombre d'organisations communautaires/ de la société civile qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	782	78	10%	860	1,747	49%
T.4. Nombre de personnels d'OSC qui ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	8,425	1,278	15%	9,703	5,085	191%
T.5. Nombre d'espaces publics/batiments administratif réhabilités, construits ou élargis avec l'appui du FF	381	13	3%	394	443	89%
T.6. Nombre de ponts construits avec l'appui du FF	15	0	0%	15	18	83%

## 2.3 Résultats clés en 2023

En ce qui concerne l'OS1, 44 566 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un accès amélioré aux services d'eau, hygiène et assainissement (EHA) en 2023, portant le total à 1 068 695 bénéficiaires additionnels depuis le début du Fonds.

Par rapport à la santé, 55 289 consultations médicales et interventions de santé ont été fournies en 2023, un résultat en franche diminution par rapport aux années antérieures (9 071 455 au total). Cela s'explique par la clôture de tous les projets associés au troisième volet du programme SANTE fin 2022.

En ce qui concerne l'OS2, 32 529 filles ou femmes ont été bénéficiaires cette année d'activités d'autonomisation socioéconomique dans **80% des préfectures du pays**. En 2023, plus de la moitié des bénéficiaires (58%) ont reçu un soutien économique, 30% ont reçu un soutien socioéconomique et 12% un soutien social. La grande majorité des bénéficiaires d'une activité d'autonomisation économique ont été soutenues pour la création d'une AGR (15 150 femmes). Les deux principales activités d'autonomisation socioéconomiques auxquelles les 9 889 femmes et filles ont participé en 2023 sont les sessions SASA (69%) et les activités d'alphabétisation (29%). Enfin, les 3 791 femmes et filles ayant bénéficié d'activités d'autonomisation sociale ont participé à des activités de développement des compétences de vie mises en œuvre par le projet GENRE III IRC.

Par ailleurs, 4 092 survivant.e.s de VBG ont été prises en charge sur financement Bêkou, ce qui représente près d'un tiers (32%) du total des prises en charge de VBG depuis le lancement du Fonds. Tou.te.s les survivant.e.s pris.es en charge ont reçu un appui psychosocial. Afin de renforcer la protection des victimes, les survivant.e.s ont également bénéficié de divers types d'assistance selon leurs besoins en complément de l'appui psychosocial. En 2023, 1 303 survivant.e.s de viol ont reçu une prise en charge médicale. En outre, 496 services socioéconomiques d'urgence (appui alimentaire ou hébergement) ont été fournis à des survivant.e.s de VBG. Enfin, 332 femmes et un garçon ont bénéficié d'une assistance juridique, ce qui représente près de trois fois plus de cas pris en charge qu'en 2022. En parallèle, 3 066 kits de dignité ont été distribués à des femmes ou filles victimes de VBG. Au niveau national, l'assistance technique apporté au ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'enfant (MPFFPE) et aux ministères sectoriels concernés contribue à formaliser, renforcer et harmoniser les efforts de sensibilisation sur les VBG.

Au niveau de l'OS3, 28 093 personnes ont reçu un appui à la mise en place d'une AGR, représentant 30% du total de l'indicateur depuis le début du Fonds. En 2023, 54% des bénéficiaires sont des femmes et 50% sont des jeunes (tous genres confondus). En complément, 5 551 petits exploitants ont été soutenus pour augmenter leur production de manière durable (indicateur 3.3) par les projets RELSUDE ACTED et PAPEUR Rural en 2023. Le projet PAPEUR Rural a poursuivi son soutien aux 35 coopératives mises en place les années précédentes et dans ce cadre atteint 5 498 coopérateurs supplémentaires avec divers types d'assistance.

En outre, 3 469 personnes ont bénéficié d'activités de formation professionnelle, une hausse de 40% par rapport à 2022. La finalisation progressive des activités de réhabilitation des centres de formation et de formation des formateurs ont permis l'accélération des activités de formation destinées aux bénéficiaires en 2023. La grande majorité (2 726) des bénéficiaires ont participé à des activités de formation professionnelle, principalement (99%) à travers les projets DEVRUR II Enabel et PAPEUR Urbain. En complément de ces formations techniques, les bénéficiaires ont également reçu une formation en entrepreneuriat de base et ont été accompagnés, pour certains d'entre eux, avec des sessions de coaching pour mettre en place leur AGR.

## 2.3.1 Objectif spécifique 1 - Accès aux services de base

### LOGIQUE D'ACTION



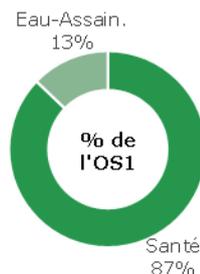
### OS 1 DANS LE PORTEFEUILLE BÊKOU

Les programmes qui contribuent à cet objectif sont **SANTE I, II et III, RELSUDE et PEPEV\***.

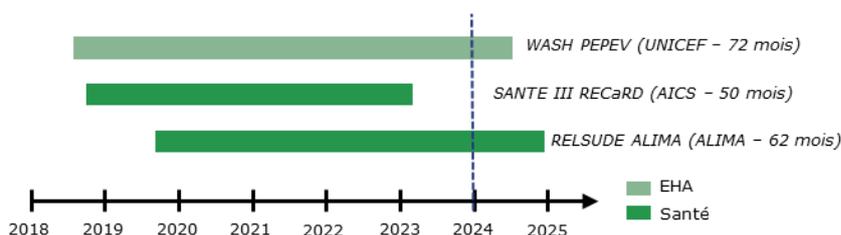
Sur toute la période du Fonds Bêkou, ces programmes ont été déclinés en **29 projets opérationnels**, pour un montant de **134,6 Mio EUR** (45% du portefeuille).

Le secteur **santé** est prépondérant avec **117,3 Mio EUR**, tandis que l'**eau-assainissement** comptabilise **17,3 Mio EUR**.

La mise en œuvre a été confiée principalement à des **ONG** (85%), ainsi qu'à des **agences des Nations Unies** (ex. UNICEF en eau-assainissement) ou des **États-membres** (ex. AICS en santé).

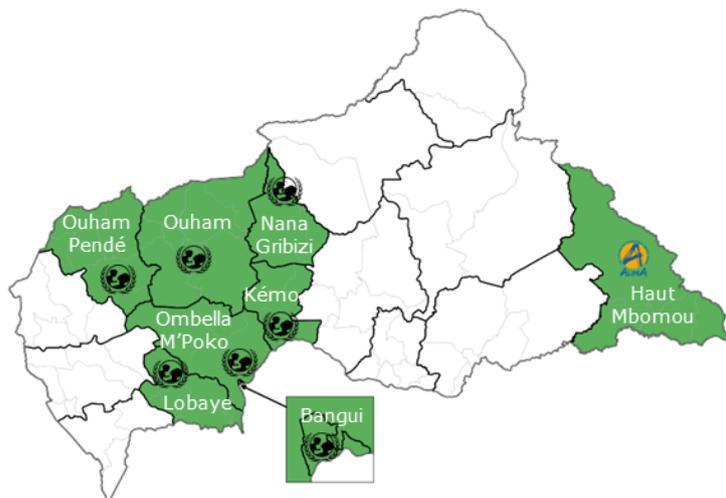


### MISE EN ŒUVRE DES PROJETS



Parmi les **trois projets opérationnels actifs en 2023** dont la durée est illustrée ci-contre, **un a terminé la mise en œuvre de leurs activités au cours de cette année**. Le projet RELSUDE ALIMA pour la santé ainsi que le projet WASH PEPEV UNICEF pour l'eau et l'assainissement continueront leur mise en œuvre jusqu'en 2024.

### ZONES D'INTERVENTION - PROJETS RAPPORANT DES RÉSULTATS EN 2023



### RESULTATS CLES

Indicateur	1.1 EHA	1.2 Santé	1.4 Références	1.5 Points d'eau
<b>Résultats clés</b>	Personnes avec accès amélioré à l'eau & l'assainissement	Consultations, interventions de santé	Références appuyés	Points d'eau construits / réhabilités
<b>Bêkou 2015-2023</b>	1 068 695	9 071 455	45 517	1 320
<b>Focus 2023</b>	44 566	55 289	159	85

\* D'autres interventions ont contribué à ces résultats. Les interventions liées à l'OS2 sont: le programme GENRE I, le projet mené par IRC sous GENRE III, les projets mis en œuvre par ACTED, Expertise France et Mercy Corps sous RECONCILIATION, le programme REFUGIES. Les interventions liées à l'OS3 sont: le projet mené par le PAM sous DEVRUR I ainsi que les projets menés par ACORD et DRC dans le cadre du programme SECURITE ALIMENTAIRE.

## L'accès amélioré à l'eau et à l'assainissement

**En 2023, 44 566 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un accès amélioré aux services d'eau, hygiène et assainissement (EHA – indicateur 1.1), portant le total à 1 068 695 bénéficiaires depuis le début du Fonds<sup>1</sup>.** Tous ont été bénéficiaires du projet WASH PEPEV mis en œuvre par UNICEF. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre du pilier 2 du RCPCA<sup>2</sup>, vise à augmenter le taux de couverture en eau potable et à améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales en RCA. En effet, en 2023, le secteur EHA a enregistré une hausse de 7% des besoins par rapport à 2022<sup>3</sup>. Ainsi, 200 000 personnes supplémentaires avaient besoin d'une assistance d'urgence en matière d'accès à l'eau potable ou à l'assainissement, pour atteindre un total de 3 millions de personnes<sup>4</sup>. De plus, seulement 30% de la population avait un accès à l'eau potable en 2023, et davantage dans les zones urbaines que dans les zones rurales du pays. Les bénéficiaires du projet WASH PEPEV sont majoritairement localisés dans les préfectures du nord-ouest et du centre du pays : 25% dans l'Ouham, 24% dans le Kémo, 20% dans la Nana-Gribizi et 17% dans l'Ouham Pendé. Alors que le projet s'inscrit dans le cadre d'un soutien au gouvernement centrafricain, UNICEF s'attache particulièrement à améliorer les capacités techniques et les moyens d'action de l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA). Les régions couvertes correspondent donc aux régions dans lesquelles sont basées les antennes de l'ANEA.

**Les deux-tiers (29 928) des bénéficiaires en 2023 ont reçu un accès amélioré à l'eau potable.** Dans les régions susmentionnées, UNICEF a réhabilité 47 forages qui ont permis à 23 500 personnes d'avoir un accès amélioré à l'eau potable. En complément, sept forages ont été construits par le projet WASH PEPEV dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran, ce qui a facilité l'accès à l'eau potable de 3 500 personnes. Enfin, le projet a permis de connecter 2 928 personnes dans les arrondissements de Bangui. Ce sont des PDI retournées qui ont reçu un accès direct à l'eau potable par la réalisation de 663 branchements sociaux au réseau central de la Société de distribution d'eau de Centrafrique (SODECA). Un branchement privé est un raccordement entre le réseau central de distribution d'eau de la SODECA avec le domicile de la personne concernée. Le prix d'un tel branchement coûte autour de 158 000 FCFA (environ 240 EUR), un coût d'entrée prohibitif pour de nombreux ménages. UNICEF soutient ainsi l'installation de branchements « sociaux » pour des ménages à revenus moyens qui ont la capacité de payer la facture d'eau après installation du branchement, en prenant en charge le coût de raccordement.

Le tiers de bénéficiaires restant a bénéficié d'un accès amélioré à l'assainissement dans les préfectures de Nana-Gribizi et Kémo. Grâce au soutien apporté à 2 425 ménages pour construire leurs latrines, UNICEF a permis à 14 638 personnes supplémentaires d'avoir un meilleur accès à l'assainissement (indicateur 1.1). Par ailleurs, en 2023, UNICEF a également formé 8 artisans dans la préfecture de la Kémo à l'entretien des infrastructures construites (indicateur 3.6). Cela porte à 88 le nombre de membres des communautés formés à l'entretien des infrastructures en EHA sur l'ensemble des préfectures couvertes par le projet depuis son lancement.

---

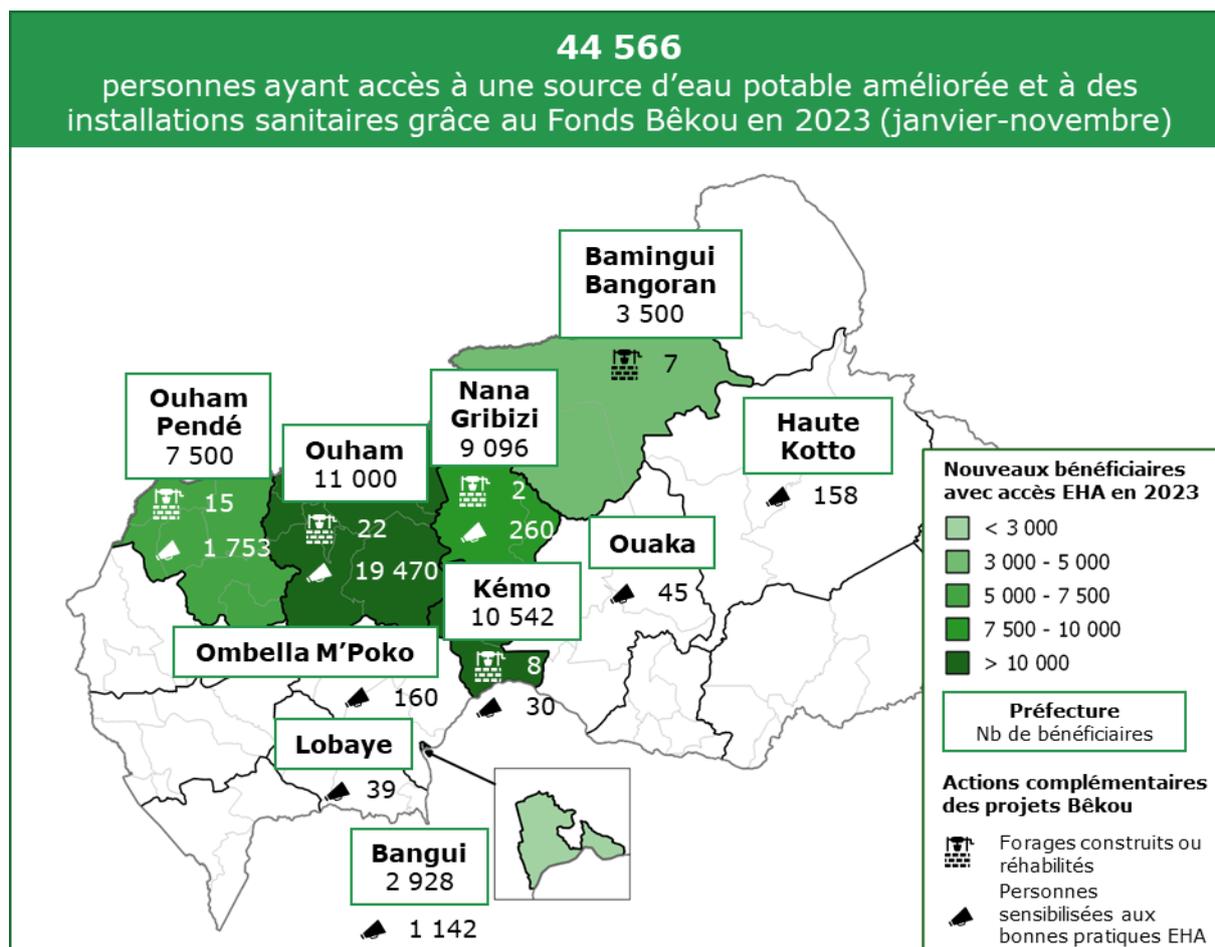
<sup>1</sup> Le projet RELSUDE ACTED a également contribué sur l'aspect EHA en 2023, mais le MLS n'a pas obtenu de données associées à l'indicateur 1.1 pour ce projet. Des données ont cependant été rapportées sous l'indicateur 1.5 comme cela est précisé par la suite dans le troisième paragraphe. Les deux premiers paragraphes traitant de l'indicateur 1.1 se cantonnent donc aux résultats rapportés par le projet WASH PEPEV.

<sup>2</sup> Le Pilier 2 du RCPCA consiste à « renouveler le contrat social entre l'Etat et la population » et a pour objectif stratégique de « fournir les services de base à la population sur tout le territoire, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'eau, en transférant progressivement les capacités et les moyens aux structures nationales. »

<sup>3</sup> OCHA, 'Central African Republic – Situation Report', 28 décembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>4</sup> World Vision, 'Central African Republic Emergency Response – Situation Report #1025', 30 juin 2023. Récupérer [ici](#).

Figure 11: Bénéficiaires additionnels ayant un accès amélioré à une source d'eau potable ou à des installations sanitaires en 2023 (janvier-novembre)<sup>1</sup>



**En complément, ACTED a apporté un appui à la provision en services EHA dans les préfectures du sud-est du pays avec la construction ou la réhabilitation de 31 forages (indicateur 1.5) supplémentaires en 2023.** Ce chiffre porte le total des forages construits ou réhabilités par le projet RELSUDE ACTED à 133 depuis le début du projet sur une cible de 144. Notons que les préfectures du sud-est du pays présentent des difficultés d'accès accrues par rapport au reste du pays et ont expérimenté une résurgence de l'insécurité en 2023. Pour réhabiliter des forages dans ces zones particulièrement éloignées du pays, ACTED a fait face à des difficultés d'approvisionnement : certains matériaux de construction introuvables sur place sont **difficilement** acheminés depuis Bangui en raison de leur poids et de la mauvaise qualité des routes. Cette contrainte est accentuée pendant la saison des pluies (généralement d'avril à septembre) lorsque les routes deviennent impraticables. Les matériaux les plus légers peuvent être acheminés par avion, mais cela est coûteux, en particulier dans le contexte de la flambée des prix du carburant qu'expérimente la RCA depuis 2022. Ces contraintes ont demandé de bonnes capacités d'anticipation et de planification des achats, aspect sur lequel ACTED rapporte s'être amélioré en 2023 en comparaison aux années précédentes<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> 12 775 personnes supplémentaires ont bénéficié d'activités de sensibilisation sur les thématiques EHA par le projet RELSUDE ACTED dans les régions du sud-est du pays, mais les données ne sont pas localisées.

<sup>2</sup> Appels de mise en œuvre avec ACTED en octobre puis décembre 2023.

Figure 12: Un point d'eau réhabilité par ACTED dans le quartier Gnokora à Obo (Haut-Mbomou) ©Christian Moïse Nzengue



**Pour compléter l'impact de l'installation des infrastructures, 35 832 membres des communautés locales dans les préfectures concernées ont été sensibilisés aux bonnes pratiques en matière d'EHA.** En grande majorité dans les préfectures du nord-ouest (59% - Ouham et Ouham Pendé) et du sud-est (36% - RELSUDE ACTED) du pays. Ces activités de sensibilisation ont plusieurs objectifs. Elles portent d'une part sur le bon usage des forages et latrines construits ou réhabilités pour favoriser leur durabilité. Elles cherchent d'autre part à promouvoir les pratiques d'hygiène à respecter dans les activités du quotidien, comme le lavage des mains ou celles liées à la cuisine. Des relais communautaires sont également formés pour permettre la promotion continue de ces bonnes pratiques après la fin des activités<sup>1</sup>. Des media variés sont employés pour diffuser ces messages, combinant des actions directes (causeries débats et pièce de théâtre par exemple) et indirectes (émissions de radio, posters et dépliants).

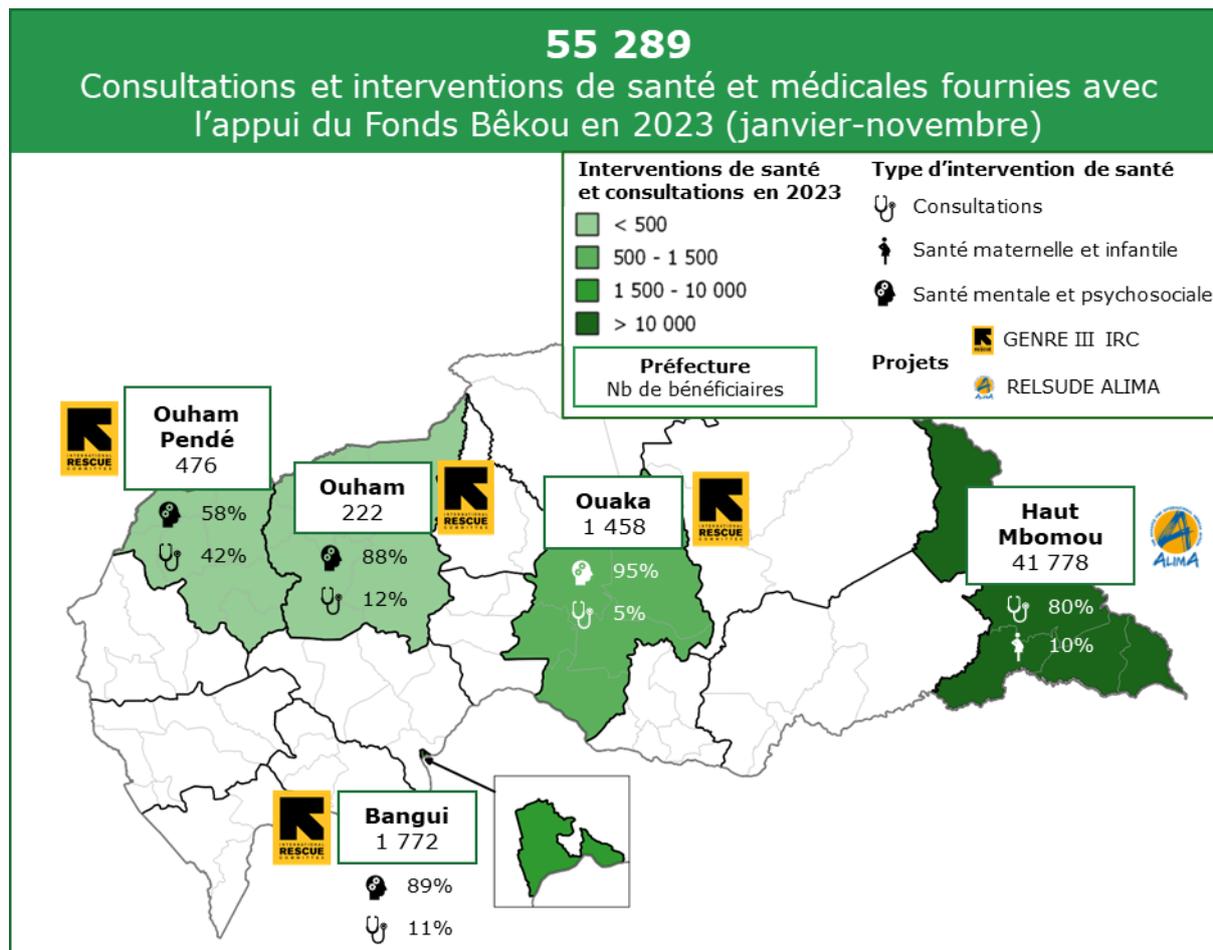
### La provision de services de santé

**En 2023, 55 289 consultations médicales et interventions de santé ont été fournies (indicateur 1.2), un résultat en franche diminution par rapport aux années antérieures.** Cela s'explique par la clôture de tous les projets associés au troisième volet du programme SANTE fin 2022. En 2023, les deux projets ayant rapporté des données sous cet indicateur sont le projet RELSUDE mis en œuvre par ALIMA (76% des résultats de l'indicateur en 2023) et le projet GENRE III conduit par IRC (24%). Un peu plus des deux tiers (76%) des bénéficiaires étaient dans le Haut-Mbomou où ALIMA concentre son action sur les hôpitaux de district d'Obo et de Zémio. Le Haut-Mbomou est une des préfectures de la RCA les plus complexes pour la mise en œuvre d'activités compte tenu de son inaccessibilité (fort éloignement de Bangui et mauvaise qualité des routes) et de l'aggravation de la situation sécuritaire depuis avril 2023 avec l'émergence d'un nouveau groupe armé, la milice Azandé Ani Kpi Gbé. Les affrontements réguliers entre cette nouvelle milice et le groupe Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) en 2023 ont provoqué d'importants mouvements de population dans le Haut-Mbomou. Cela a exercé des pressions fortes sur les deux hôpitaux soutenus par ALIMA qui font déjà face à des

<sup>1</sup> Un récit de bénéficiaires a été rédigé à ce sujet en octobre 2022 et peut être lu [ici](#).

limitations en termes de financement, de matériel (pannes, ruptures d’approvisionnement, dégradation de matériel) et de personnel<sup>1</sup>.

Figure 13: Consultations médicales et interventions de santé fournies en 2023 (janvier-novembre)<sup>2</sup>

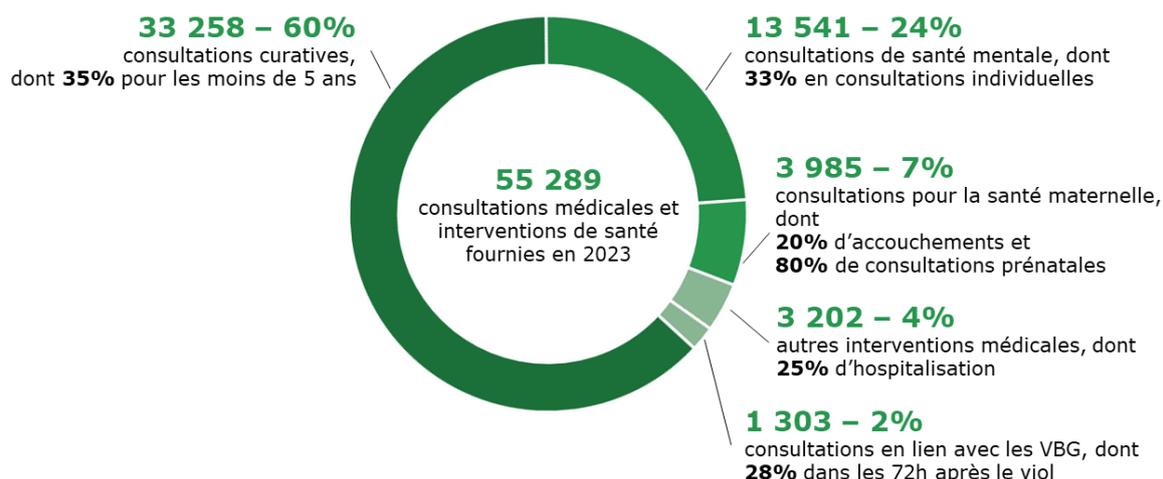


**En 2023, les consultations médicales ont constitué 63% des interventions de santé fournies, une proportion est identique à celle de 2022.** Le MLS comptabilise sous le terme « consultations médicales » les consultations curatives et les consultations à la suite d’un viol. Ce chiffre exclut les interventions médicales, les vaccinations, les consultations pour la santé maternelle et infantile, la malnutrition et les soins psychosociaux. Depuis le début de la mise en œuvre des projets du Fonds, les consultations ont représenté 72% des interventions de santé totales. Cette proportion est donc plus faible en 2023 mais reste globalement cohérente avec les années précédentes.

<sup>1</sup> Appel de mise en œuvre avec ALIMA en juillet 2023.

<sup>2</sup> 9 583 bénéficiaires n’apparaissent pas sur la carte car les données n’étaient pas localisées et correspondent à des bénéficiaires d’appui psychosocial du projet GENRE III au S1 2023.

Figure 14: Consultations médicales et interventions de santé prestées en 2023 (janvier-novembre), par type



En 2023, sur un total de 34 561 consultations, 33 258 étaient des consultations curatives. Toutes ont été fournies par le projet RELSUDE ALIMA dans la préfecture du Haut-Mbomou. Parmi ces consultations, 11 926 ont été fournies à des enfants de moins de 5 ans, une des principales cibles de la gratuité ciblée avec les femmes enceintes et allaitantes et les cas d'urgence liés au VBG. La gratuité ciblée est l'une des principales mesures de la réforme du système de santé conduite par le ministère de la Santé et la Population (MSP) depuis 2009 avec l'appui de l'UE<sup>1</sup>. Cette réforme vise à résoudre les problèmes d'accessibilité et de qualité des soins sur l'ensemble du territoire. En particulier, la gratuité ciblée consiste à fournir des soins gratuits (de manière partielle ou totale) à certaines franges de la population selon leur niveau de vulnérabilité, afin de renforcer l'équité des populations face à l'accès aux soins.

Les 1 303 autres consultations ont ciblé des survivantes de viol (dans tout le pays). Seules 28% de ces consultations se sont déroulées dans les 72h après le viol et 50% ont eu lieu passé ce délai<sup>2</sup>. Fournir une consultation aux victimes de viol dans les 72h est essentiel afin de leur donner accès au kit de prophylaxie post-exposition (PEP), qui est une mesure médicale d'urgence visant à éviter une possible infection au VIH. Le projet GENRE III est à l'initiative de 91% de ces consultations. Toutefois, face à l'augmentation de l'insécurité dans le Haut-Mbomou à partir d'avril 2023, ALIMA a souligné qu'une augmentation des cas de VBG avait été observée dans la préfecture<sup>3</sup>. Cela a conduit ALIMA à fournir en 2023 1,5 fois plus de consultations médicales pour des survivantes qu'en 2022, passant de 77 consultations en 2022 à 118 en 2023.

**L'appui psychosocial est le deuxième type de service médical le plus fourni en 2023, avec 13 541 interventions, soit 24% des interventions de santé de l'année.**

En lien avec la clôture des projets SANTE, le nombre de consultations liées à l'appui psychosocial en 2023 est 2,3 fois moins élevé qu'en 2022. En 2022, elles ne représentaient toutefois que 7% du total des consultations fournies et sur toute la période de mise en œuvre du Fonds de son début à fin 2023, elles ne représentent que 1% du total des consultations fournies. Cette surreprésentation de l'appui psychosocial en 2023 par rapport aux années précédentes s'explique d'une part par la réduction du nombre des autres types d'interventions médicales en raison de la fin des projets SANTE et la montée en puissance

<sup>1</sup> MSP, 'Manuel d'exécution du financement basé sur la performance (FBP) en République centrafricaine', juillet 2020.

<sup>2</sup> Le respect de ce délai de 72h n'est pas spécifié pour les 22% de consultations restantes.

<sup>3</sup> Appel de mise en œuvre avec ALIMA en décembre 2023.

Figure 15: Une assistance psychosociale prend en charge une survivante de VBG au point focal protection



des activités du projet GENRE III IRC en lien avec l'appui aux survivantes de VBG. En effet, en 2023, le nombre de consultations psychosociales soutenues par le projet GENRE III IRC a connu une hausse de 48% par rapport à 2022. Ces 12 326 personnes bénéficiant d'assistance psychosociale, dont 29% ont reçu des consultations individuelles et 62% ont participé à des groupes de discussion, représentent 59% du total des appuis psychosociaux fournis par le projet depuis son lancement en juin 2021. Le projet GENRE III conduit par IRC a rencontré des défis liés à la contractualisation des partenaires qui avait retardé l'implication des ONG internationales et nationales et entraîné des délais sur le démarrage des activités. Ces défis administratifs ont été résolus et ont permis de faire avancer les activités à un rythme plus soutenu en 2023<sup>1</sup>. La finalisation progressive des activités de réhabilitation et de construction des espaces sûrs et centres d'écoute<sup>2</sup> au

cours de l'année 2023 a également permis d'augmenter les capacités d'accueil pour les survivantes. Des retards avaient été accusés à ce sujet en raison de délais administratifs, ainsi que d'un manque de fonds et de personnel associés à leur mise en œuvre. Il est prévu que la totalité des activités de construction des espaces sûrs soit finalisée début 2024<sup>3</sup>.

**A l'inverse, le nombre de consultations et interventions liées à la santé maternelle et infantile a drastiquement chuté en 2023 alors que sa proportion dans les interventions de santé avait été constante d'une année sur l'autre depuis le début des projets SANTE.** En 2023, la santé maternelle et infantile ne représente que 7% des interventions de santé, contre 16% en 2022 et 15% sur l'ensemble des projets SANTE depuis le début du Fonds. Comme expliqué précédemment, cela se comprend à l'aune de la clôture des projets SANTE fin 2022.

---

<sup>1</sup> Appels de mise en œuvre avec IRC en décembre 2022, juillet 2023 et décembre 2023.

<sup>2</sup> Les centres d'écoute sont dédiés à l'appui psychosocial, qui peut être complété par une consultation médicale si nécessaire, alors que les espaces sûrs (ou « safe houses ») sont des centres d'hébergement temporaire dont les survivant.e.s peuvent bénéficier si leur situation le requiert.

<sup>3</sup> Ibid.

## 2.3.2 Objectif spécifique 2 - Renforcement de la cohésion sociale

### LOGIQUE D'ACTION

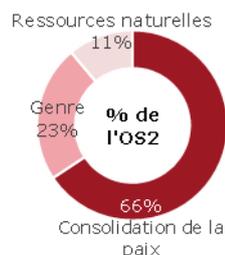


### OS 2 DANS LE PORTEFEUILLE BÈKOU

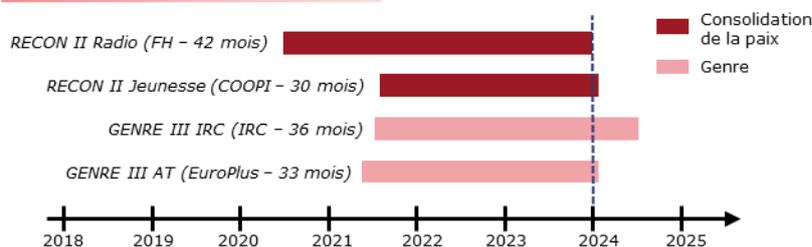
Les programmes qui contribuent principalement à cet objectif sont **GENRE I, II et III, RECONCILIATION et RECONCILIATION II, et ECOFAUNE+\***

Ces programmes ont été déclinés en **16 projets opérationnels**, pour un montant de **45,9 Mio EUR** (16% du portefeuille). Le secteur de la **consolidation de la paix est prépondérant** avec **30,1 Mio EUR**. Le secteur **genre** comptabilise **10,7 Mio EUR** et le secteur **ressources naturelles** **5,1 Mio EUR**.

La mise en œuvre a été confiée principalement à des **ONG** (73%), ainsi qu'aux **États membres** (17%) et au secteur privé (9%).

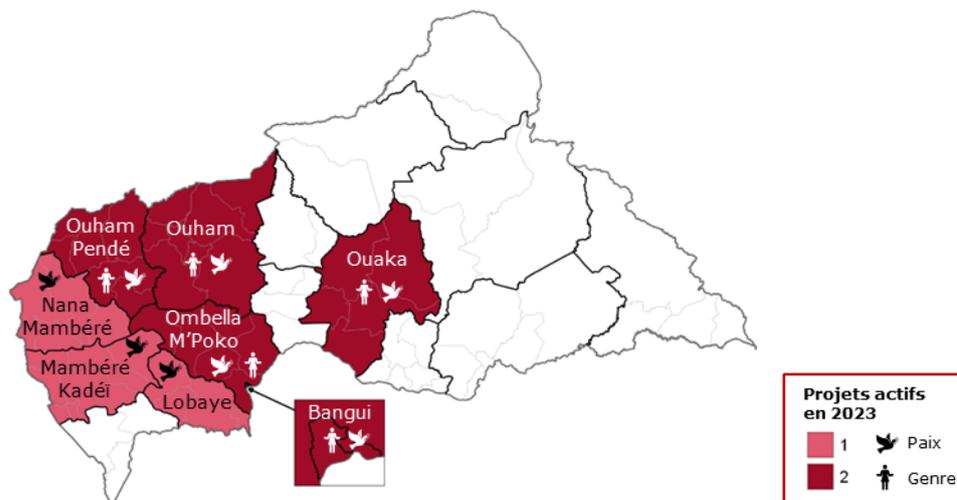


### MISE EN ŒUVRE DES PROJETS



Parmi les **quatre projets opérationnels actifs en 2023** dont la durée est illustrée ci-contre, trois terminent la mise en œuvre de leurs activités fin 2023/début 2024. Le projet GENRE III IRC pour l'autonomisation des femmes continuera à mettre en œuvre des activités jusque mi-2024.

### ZONES D'INTERVENTION - PROJETS RAPPORTANT DES RÉSULTATS EN 2023



### RESULTATS CLÉS

Indicateur	2.1 Autonomisation des femmes	2.2. VBG	2.4 Peace-building	Radio	Services VBG
<b>Résultats clés</b>	Femmes bénéficiaires d'activités d'autonomisation	Survivant.e.s de VBG pris.e.s en charge	Bénéficiaires activités de consolidation de la paix	Nombre d'émissions produites	Services fournis dans le cadre des prises en charge VBG
<b>Békou 2015-2023</b>	154 525	12 701	348 386	5 089	23 006
<b>Focus 2023</b>	32 529	4 092	92 233	156	9 612

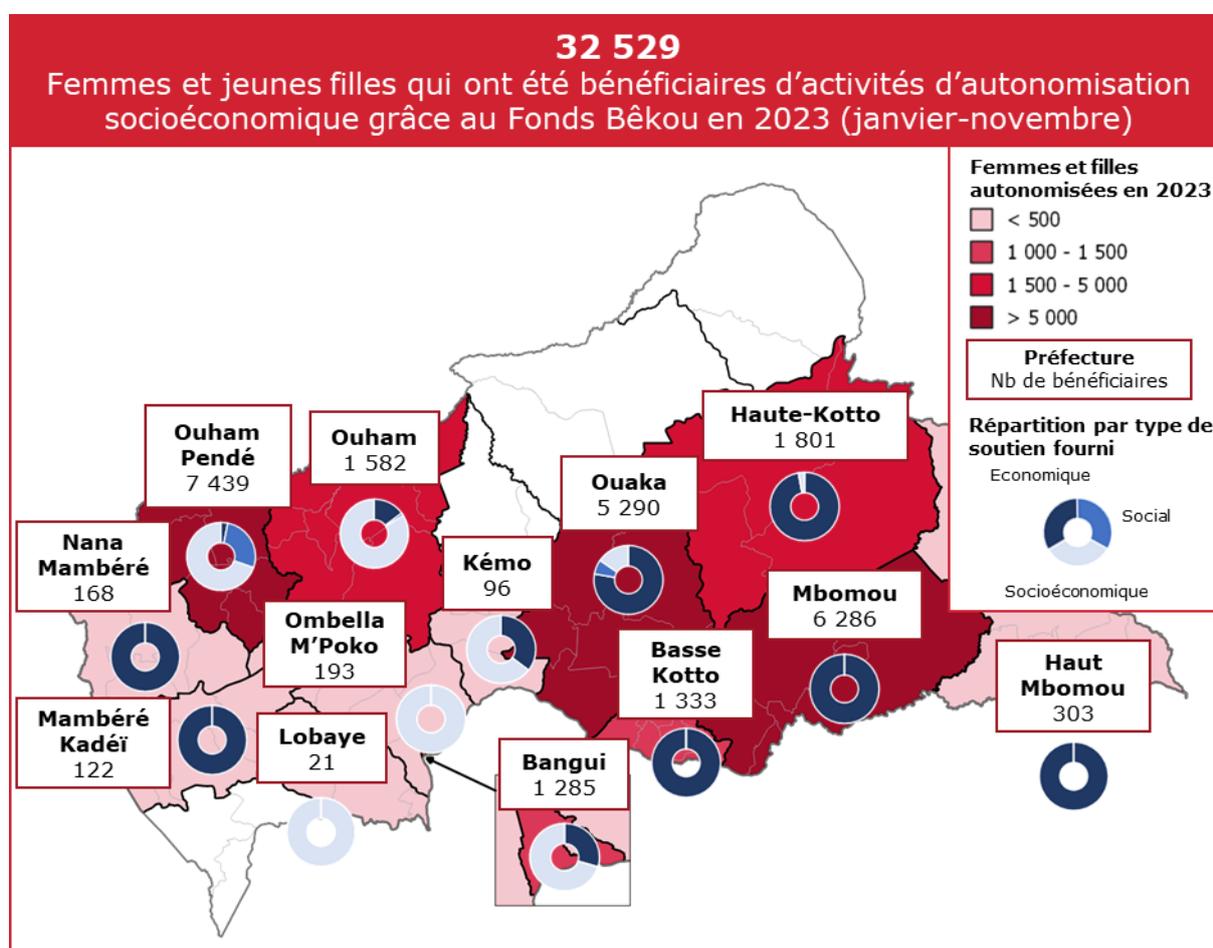
\* D'autres interventions ont contribué à ces résultats. Les interventions liées à l'OS1 sont : les programmes: SANTE I, II et III. Les interventions liées à l'OS3 sont DEVRUR I et II, PAPEUR, PRESU I, RELECO, et SECURITE ALIMENTAIRE.

## L'autonomisation socioéconomique des femmes

En 2023, 32 529 filles ou femmes ont été bénéficiaires d'activités d'autonomisation socioéconomique dans 80% des préfectures du pays (indicateur 2.1). Il s'agit du résultat annuel le plus élevé depuis le début du Fonds et le double de l'année précédente. Ces bénéficiaires ont en grande majorité été soutenues par les projets RELSUDE ACTED (43%) et GENRE III IRC (42%). Ces projets ont connu une montée en puissance importante en 2023 qui explique le rythme de progression global de l'indicateur. En effet, le projet RELSUDE a atteint 1,7 fois plus de bénéficiaires femmes en 2023 qu'en 2022 avec un total de 13 960 femmes ou filles appuyées.

En 2023, plus de la moitié des bénéficiaires (58%) ont reçu un soutien économique, 30% ont reçu un soutien socioéconomique et 12% un soutien social. Le MLS comptabilise sous la notion de « soutien économique » les soutiens liés à la mise en place d'une AGR ou à l'obtention d'un emploi et sous celle de « soutien social » les activités de compétence de vie. Les bénéficiaires comptabilisées sous la notion de « soutien socioéconomique » ont participé par exemple à des activités d'alphabétisation, des cours d'informatique ou encore des sessions *Start Awareness and Support Action* (SASA – le contenu de cette activité est développée deux paragraphes plus bas).

Figure 16: Femmes et filles bénéficiaires d'activités d'autonomisation socioéconomique en 2023 (janvier-novembre), par type d'activité<sup>1</sup>



La grande majorité des bénéficiaires d'activités d'autonomisation économique a été soutenue pour la création d'une AGR (15 150 femmes). Le projet RELSUDE ACTED a soutenu la quasi-totalité (89%) de ces femmes. La progression importante des activités d'appui en AGR s'explique par une intensification du rythme de distribution des

<sup>1</sup> 6 610 bénéficiaires ne sont pas localisées.

kits aux groupements bénéficiaires. Cela est notamment dû à une meilleure capacité d'anticipation des achats et de leur acheminement, comme expliqué dans la section précédente. Par ailleurs, avec 1 315 femmes en 2023 recevant un appui en AGR par le projet GENRE III IRC, le nombre de bénéficiaires a doublé par rapport au niveau de 2022. Cette activité avait notamment pris du retard en raison de délais administratifs pour approuver une demande d'augmentation des montants pour les bénéficiaires, lesquels avaient été initialement sous-évalués. Cette demande a finalement été approuvée au cours du premier semestre 2023.

Comme mentionné précédemment, il y a trois types d'aide d'autonomisation : économique, socioéconomique et sociale. Les activités économiques seront analysées sous l'OS3. Ci-dessous, seules les activités d'autonomisation socioéconomiques et sociales seront considérées. Les AGR feront l'objet d'une analyse plus détaillée dans la section suivante sur l'OS3. Cette sous-section se concentrera donc sur les femmes et les filles ayant bénéficié d'activités d'autonomisation sociale ou socioéconomique.

**Les deux principales activités d'autonomisation socioéconomiques auxquelles les 9 889 femmes et filles ont participé en 2023 sont les sessions SASA (69%) et les activités d'alphabétisation (29%).**

Figure 17: Naomie et Annie sont bénéficiaires d'un centre d'autonomisation socioéconomique soutenu par le Fonds Bèkou ©Dorothee Fischer



Au S1 2023, les partenaires de mise en œuvre du consortium du projet GENRE III IRC ont formé 139 membres de la communauté (indicateur T.4) afin qu'ils puissent mettre en place l'approche SASA dans leurs communautés. Cette approche vise à lutter contre les VBG en mobilisant toute la communauté et favorisant les changements de comportement. Ces activités peuvent par exemple prendre la forme de discussions visant à adresser les dynamiques de pouvoir au sein du ménage pour atténuer le risque de violence domestique. En effet, les deux rapports publiés en 2023 par le Système de Gestion de l'Information sur les VBG en RCA rapportent successivement que 47% des auteurs présumés des cas de VBG rapportés au S1 2023<sup>1</sup> sont le partenaire intime (ou ex-partenaire) des survivant.e.s. Au S2 2023, les formateurs ont commencé à mettre en œuvre cette approche SASA qui se déroulera en quatre phases sur 18 mois. Les trois quarts des bénéficiaires sont à Bocaranga (préfecture de l'Ouham Pendé), 19% à Bossangoa (préfecture de l'Ouham) et les 6% restants à Bangui. 59% des participantes sont majeures et 41% sont mineures.

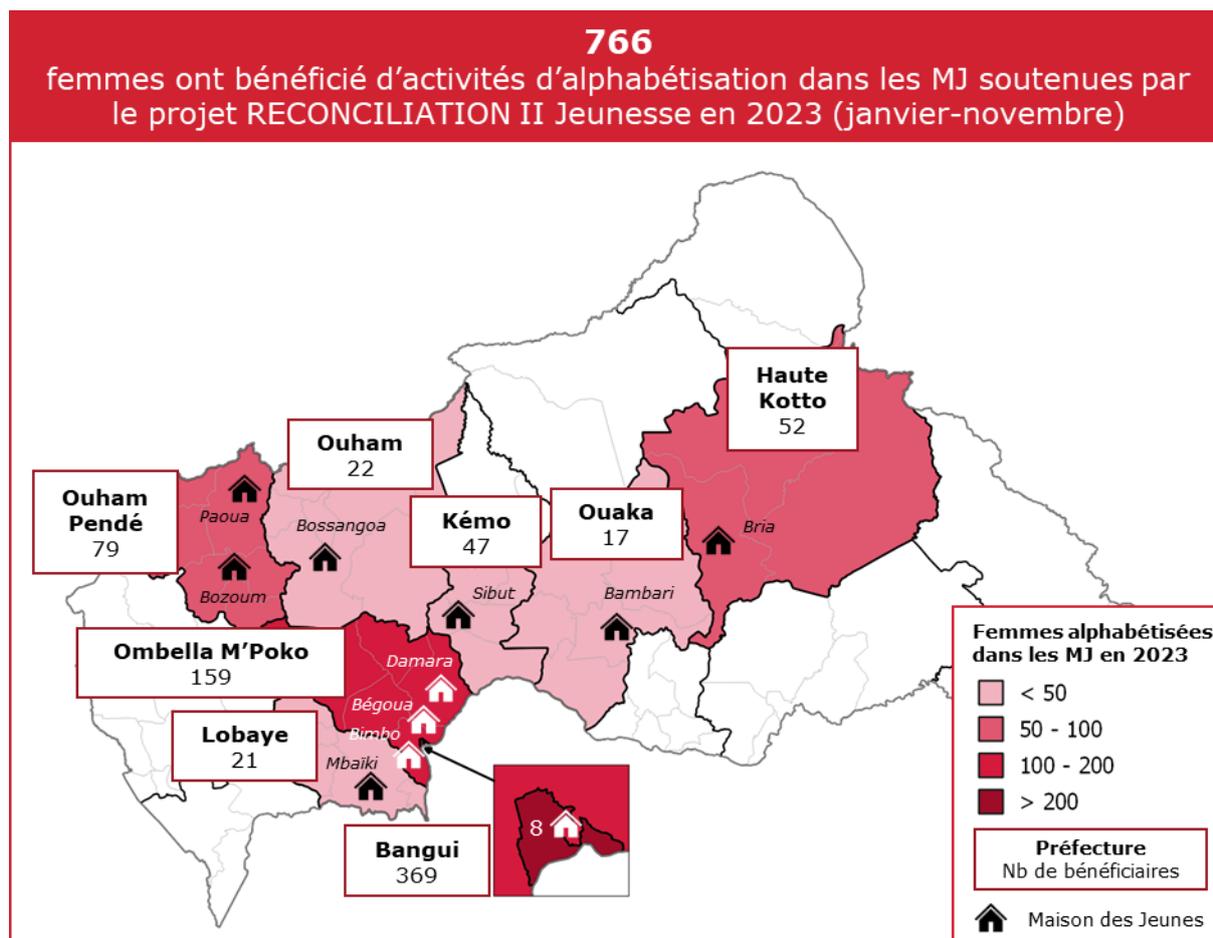
En 2023, les activités d'alphabétisation à destination des femmes ont été conduites par les projets GENRE III IRC (1 679 femmes bénéficiaires), RENCONCILIATION II Jeunesse (766) et RELSUDE ACTED (449). En 2020, le taux d'alphabétisation des femmes de plus de 15 ans était de 26%<sup>2</sup>. Il est alors essentiel d'offrir des activités d'alphabétisation fonctionnelle

<sup>1</sup> GBVIMS, 'Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre en République centrafricaine – Rapport du 1<sup>er</sup> semestre 2023', 17 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>2</sup> Banque mondiale, 'Taux d'alphabétisation des femmes adultes (% des femmes âgées de 15 ans ou plus)', consulté le 2 janvier 2024. Récupérer [ici](#).

aux femmes pour leur permettre d'atteindre un niveau basique, d'être plus indépendantes et de pratiquer leur métier plus efficacement<sup>1</sup>.

Figure 18: Jeunes femmes bénéficiaires d'activités d'alphabétisation par le projet RECONCILIATION II Jeunesse en 2023 (janvier-novembre)



**Enfin, les 3 791 femmes et filles ayant bénéficié d'activités d'autonomisation sociale ont participé à des activités de compétences de vie mises en œuvre par le projet GENRE III IRC.** Le projet GENRE III IRC a atteint 2,6 fois plus de participantes avec ces activités qu'en 2022. En 2023, les partenaires du consortium ont fait le choix stratégique de mettre l'accent sur ce type d'activité, qui nécessite moins de fonds que d'autres. Cette priorisation stratégique a permis de contourner les limites en matière de financement auquel est confronté le projet depuis le début de sa mise en œuvre en juin 2021. Les activités de compétences de vie consistent en une série de séances participatives autour de thématiques telles que la santé sexuelle et reproductive, comment se protéger contre les VBG, la confiance en soi, la communication et les relations saines, la gestion des émotions ainsi que des compétences financières basiques<sup>2</sup>. En 2023, 92% des participantes à ces activités étaient mineures. Les partenaires du consortium reconnaissent que les adolescentes et les jeunes filles sont un des groupes les plus vulnérables et marginalisés en RCA<sup>3</sup>. Le projet a ainsi choisi de mettre un accent stratégique sur l'autonomisation, dont les activités de compétences de vie sont le principal outil.

<sup>1</sup> Document d'action GENRE III IRC.

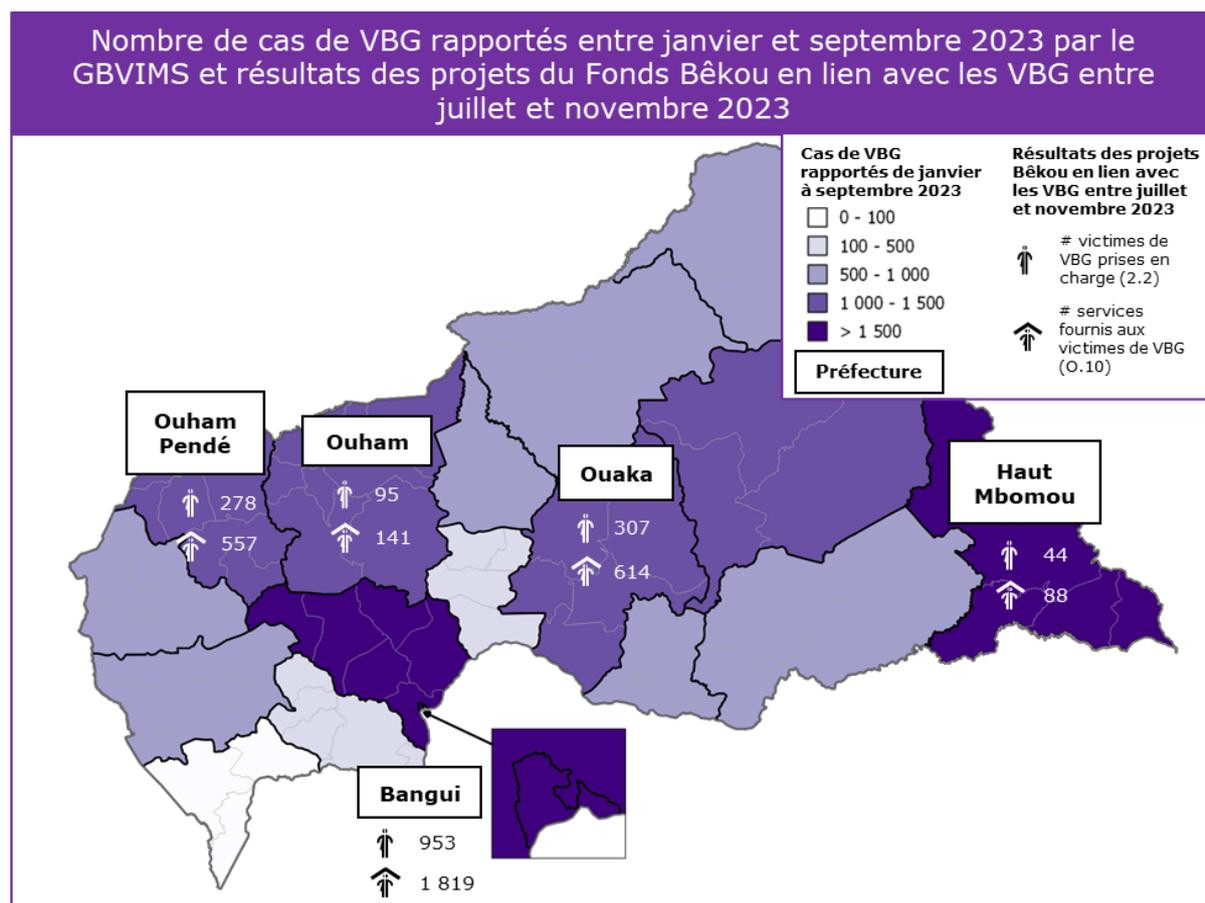
<sup>2</sup> Document d'action GENRE III IRC.

<sup>3</sup> Ibid.

## La lutte contre les violences basées sur le genre

**En 2023, 4 092 survivant.e.s de VBG ont été prises en charge sur financement Bêkou (indicateur 2.2), ce qui représente près d'un tiers (32%) du total des prises en charge de VBG depuis le lancement du Fonds.** Le projet GENRE III IRC a pris en charge 3 974 survivant.e.s et les 118 restantes ont été prises en charge par le projet RELSUDE ALIMA dans le Haut-Mbomou. La quasi-totalité (99%) des survivant.e.s prises en charge étaient des femmes et 10% (tous genres confondus) étaient mineur.e.s<sup>1</sup>. Entre janvier et septembre 2023, 17 237 cas de VBG ont été répertoriés par le système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS) en RCA<sup>2</sup>, un chiffre qui reste préoccupant même s'il représente une baisse de 7% par rapport à la même période l'année précédente. Les trois préfectures ayant enregistré le plus de cas sur la période sont celles de Bangui (2 841 cas rapportés), du Haut-Mbomou (1 961 cas) et de l'Ombella M'Poko (1 895 cas).

Figure 19: Nombre de cas de VBG rapportés entre janvier et septembre 2023 par le GBVIMS<sup>3,4</sup> et résultats des projets du Fonds Bêkou en lien avec les VBG entre juillet et novembre 2023<sup>5</sup>



**Tou.te.s les survivant.e.s pris.e.s en charge ont reçu un appui psychosocial.** L'appui psychosocial est la porte d'entrée de la prise en charge des victimes de VBG identifiées. Tou.te.s les survivant.e.s bénéficient au moins d'une consultation psychosociale individuelle dans les hôpitaux de district d'Obo ou Zémio (préfecture du Haut-Mbomou) pour les bénéficiaires du projet RELSUDE ALIMA et dans les centres d'écoute construits ou

<sup>1</sup> 87% des victimes étaient adultes et l'âge n'était pas précisé pour les 3% restants.

<sup>2</sup> GBVIMS, 'Système de Gestion de l'Information sur les violences basées sur le genre (GBVIMS) en République centrafricaine – Rapport du 3<sup>e</sup> trimestre', 17 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

<sup>3</sup> GBVIMS, 'Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre en République centrafricaine – Rapport du 1<sup>er</sup> semestre 2023', 17 novembre 2023. Récupérer [ici](#).

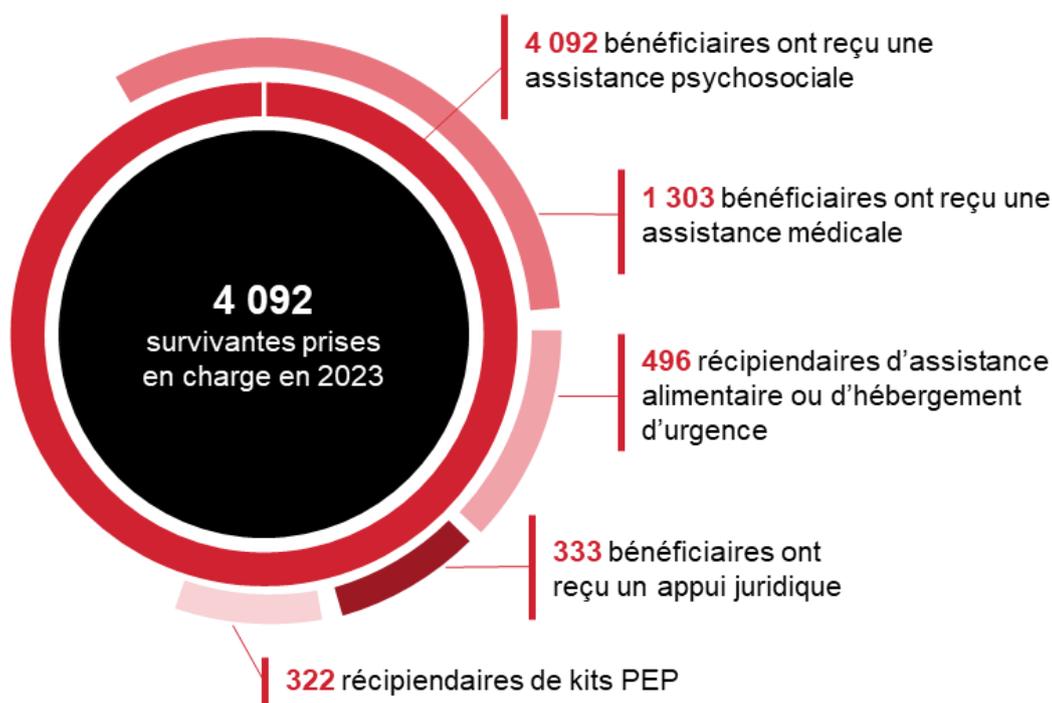
<sup>4</sup> GBVIMS, Rapport du 3<sup>e</sup> trimestre', op. cit.

<sup>5</sup> Les données Bêkou représentées sur la carte ne correspondent qu'au S2 2023, car celles pour le S1 ne sont majoritairement pas localisées.

réhabilités par les partenaires du consortium pour le projet GENRE III IRC. Comme mentionné dans la section précédente, les activités de construction et réhabilitation des centres d'écoute et espaces sûrs du projet GENRE III IRC ont accusé des retards en raison de délais administratifs et financiers. Finalement, en 2023, quatre espaces sûrs ont été construits à Bambari (préfecture de la Ouaka), un a été réhabilité à Bossangoa (préfecture de l'Ouham), un centre d'écoute a été réhabilité à Bimbo (préfecture de l'Ombella M'Poko) et un autre à Kouï (préfecture de l'Ouham Pendé). Les centres d'écoute sont dédiés à l'appui psychosocial, qui peut être complété par une consultation médicale si nécessaire, alors que les espaces sûrs (ou « *safe houses* ») sont des centres d'hébergement temporaire dont les survivant.e.s peuvent bénéficier si leur situation le requiert. La finalisation de ces travaux ont permis d'accroître la capacité d'accueil pour les survivant.e.s et d'augmenter d'un quart le nombre de survivant.e.s recevant un appui psychosocial en 2023 par rapport à l'année précédente.

**Afin de renforcer la protection des victimes, les survivant.e.s ont également bénéficié de divers types d'assistance selon leurs besoins en complément de l'appui psychosocial.**

Figure 20: Services de protection et d'urgence reçus par les survivant.e.s de VBG en 2023



**En 2023, 1 303 survivant.e.s de viol ont reçu une prise en charge médicale.** Parmi elles, seules 361 ont reçu cette consultation dans les délais, à savoir dans les 72h après l'agression et 322 ont ainsi effectivement eu accès à un kit PEP. Le kit PEP est une mesure médicale d'urgence visant à éviter une possible infection au VIH laquelle doit être administrée dans les 72h après le viol.

**En outre, 496 services socioéconomiques d'urgence ont été fournis à des survivant.e.s de VBG.** En 2023, 85 femmes et deux garçons ont bénéficié d'un hébergement d'urgence. A l'issue des entretiens individuel dans les centres d'écoute, s'il est conclu que la victime n'a pas d'endroit sûr où loger, elle peut bénéficier d'un hébergement temporaire d'urgence dans les espaces sûrs appuyés par le projet. Cet hébergement peut aller de 2 à 3 semaines selon le degré de risque et de vulnérabilité. 409 femmes ou filles ont également reçu un appui alimentaire.

**Enfin, 332 femmes et un garçon ont bénéficié d'une assistance juridique, ce qui**

**représente près de trois fois plus de cas pris en charge qu'en 2022.** Il reste cependant des défis. En effet, le partenariat qui liait financièrement IRC et l'Association des Femmes Juristes de la Centrafrique (AFJC) dans le cadre du Fonds Bêkou a pris fin en juillet 2023. Les partenaires du consortium ont continué d'interagir avec AFJC via les circuits de référencement, mais l'absence de fonds a limité la réactivité face aux cas référés. D'autres obstacles qui limitent la prise en charge juridique sont la durée des procédures qui décourage les survivant.e.s de demander l'accès à ces services, l'éloignement géographique et l'aspect culturel. Une étude du système juridique conduite par le consortium dirigé par IRC est en cours qui a pour objectif de comprendre les défis et mécanismes informels existant pour améliorer la prise en charge juridique.

**En parallèle, 3 066 kits de dignité ont été distribués à des femmes ou filles survivantes de VBG.** Plus de la moitié de ces kits (1 743) ont été distribués par le projet RELSUDE ACTED dans les préfectures du sud-est du pays en 2023, après en avoir distribué seulement 44 l'année précédente. La distribution de kits de dignité à des survivantes est la principale activité proposée par le projet RELSUDE ACTED dans le cadre de la lutte contre les VBG. Cette activité s'inscrit dans la logique holistique prônée par le cluster protection, qui précise que la prise en charge doit être à la fois psychosociale, médicale, juridique et socioéconomique<sup>1</sup>. En effet, le projet a également établi ou renforcé 12 circuits de référencement pour permettre la prise en charge psychosociale des survivant.e.s identifié.e.s et a travaillé en synergie avec le projet RELSUDE ALIMA pour leur prise en charge médicale lorsque nécessaire. Le projet GENRE III IRC a distribué les 1 323 kits de dignité restants dans des centres d'accueil pour permettre à des femmes ou filles vulnérables aux VBG (y compris des survivantes) d'avoir accès aux articles essentiels d'hygiène<sup>2</sup>.

**En 2023, 77 098 personnes ont participé à des activités de sensibilisation en lien avec les VBG (indicateur 2.4), dont 60% des bénéficiaires étaient des femmes.** Le nombre de personnes sensibilisées sur les droits des femmes et les VBG en 2023 représente 41% du total des personnes sensibilisées sur ces thématiques depuis le début du Fonds, reflétant la prise en compte progressive de la question des VBG dans la conception des projets. La troisième phase du programme GENRE se distingue des deux premières (GENRE I et GENRE II) par l'effort mis sur l'aspect protection et prise en charge des survivantes de VBG. Le programme GENRE I était davantage centré sur l'autonomisation socio-économique des femmes et jeunes filles. Le programme GENRE II a commencé à s'atteler à la question des VBG selon une approche essentiellement préventive et 4 757 membres de communautés locales ont participé à des activités de sensibilisation sur le sujet au cours des trois ans de mise en œuvre. Le programme GENRE III a, quant à lui, fait de la lutte contre les VBG le cœur de ses activités et a ainsi permis la sensibilisation de 139 156 personnes depuis son lancement en juin 2021. Ces activités de sensibilisation prennent la forme de groupes de discussion, d'ateliers ou de causeries éducatives.

**Les projets Bêkou ont également soutenu le renforcement des agences nationales en charge de la lutte contre les VBG.** L'assistance technique apportée au MPFFPE et aux ministères sectoriels concernés contribue à formaliser, renforcer et harmoniser les efforts de sensibilisation sur les VBG. Au S1 2023, le projet GENRE III AT a notamment finalisé certains outils de communication pour mettre en place la sensibilisation liée à la lutte contre les VBG en milieu scolaire et les a testés auprès de certaines écoles<sup>3</sup>. Le projet a aussi aidé le ministère de l'Éducation nationale à finaliser les fiches pédagogiques pour favoriser l'intégration du genre dans l'enseignement. En novembre, une formation des enseignants sur l'utilisation des fiches pédagogiques a été réalisée.

---

<sup>1</sup> Document d'action RELSUDE ACTED.

<sup>2</sup> Document d'action GENRE III IRC.

<sup>3</sup> Appel de mise en œuvre avec EuroPlus en août 2023.

### 2.3.3 Objectif spécifique 3 - Relance économique

#### LOGIQUE D'ACTION



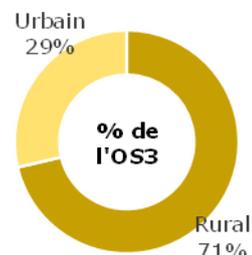
#### OS 3 DANS LE PORTEFEUILLE BÊKOU

Les programmes qui contribuent principalement à cet objectif sont **DEVUR I et II, PAPEUR, PONTS, PRESUI et II, RELECO, RELSUDE et SECURITE ALIMENTAIRE\***.

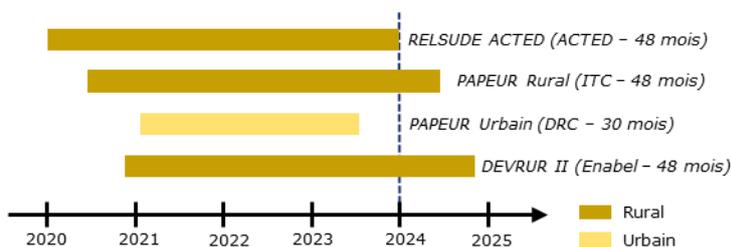
Ces programmes ont été déclinés en **25 projets opérationnels**, pour un montant de **113,1 Mio EUR** (39% du portefeuille).

La majeure partie des financements concerne des **interventions en zones rurales** (80,7 Mio EUR). Les projets visant les zones urbaines comptabilisent 32,4 Mio EUR.

La mise en œuvre a été confiée à des **ONG (45%)** et aux **agences des États membres (AFD et Enabel; 40%)**, ainsi qu'aux agences de l'ONU (FAO, PAM, ITC 14%)

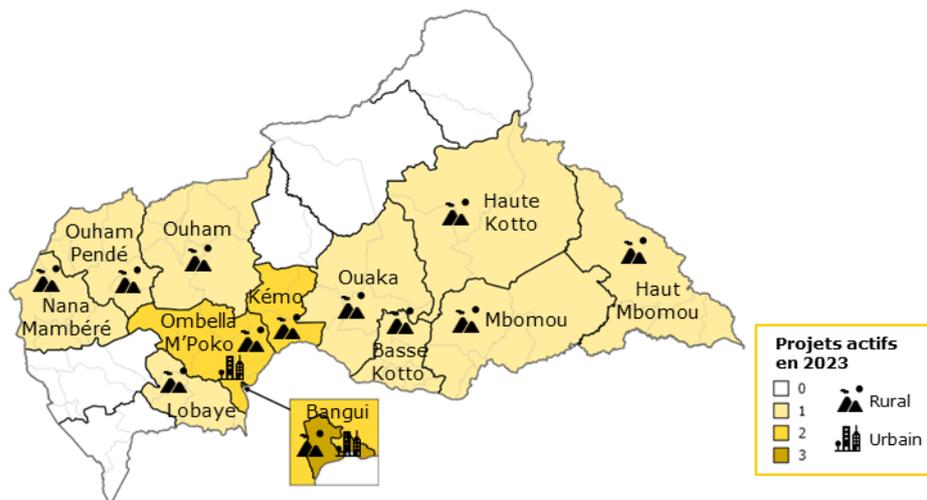


#### MISE EN ŒUVRE DES PROJETS



Parmi les **quatre projets opérationnels actifs en 2023** dont la durée est illustrée ci-contre, **un a terminé la mise en œuvre de ses activités au cours de cette année**. Après avoir obtenu une extension sans coût de 4 mois, le projet PAPEUR Urbain a finalisé ses activités fin novembre 2023. Le projet RELSUDE ACTED qui devait terminer ses activités fin décembre 2023 a obtenu une extension sans coût jusque mars 2024. Les projets DEVUR II Enabel et PAPEUR Rural continueront à mettre en œuvre leurs activités jusqu'en 2024.

#### ZONES D'INTERVENTION - PROJETS RAPPORANT DES RÉSULTATS EN 2023



#### RESULTATS CLES

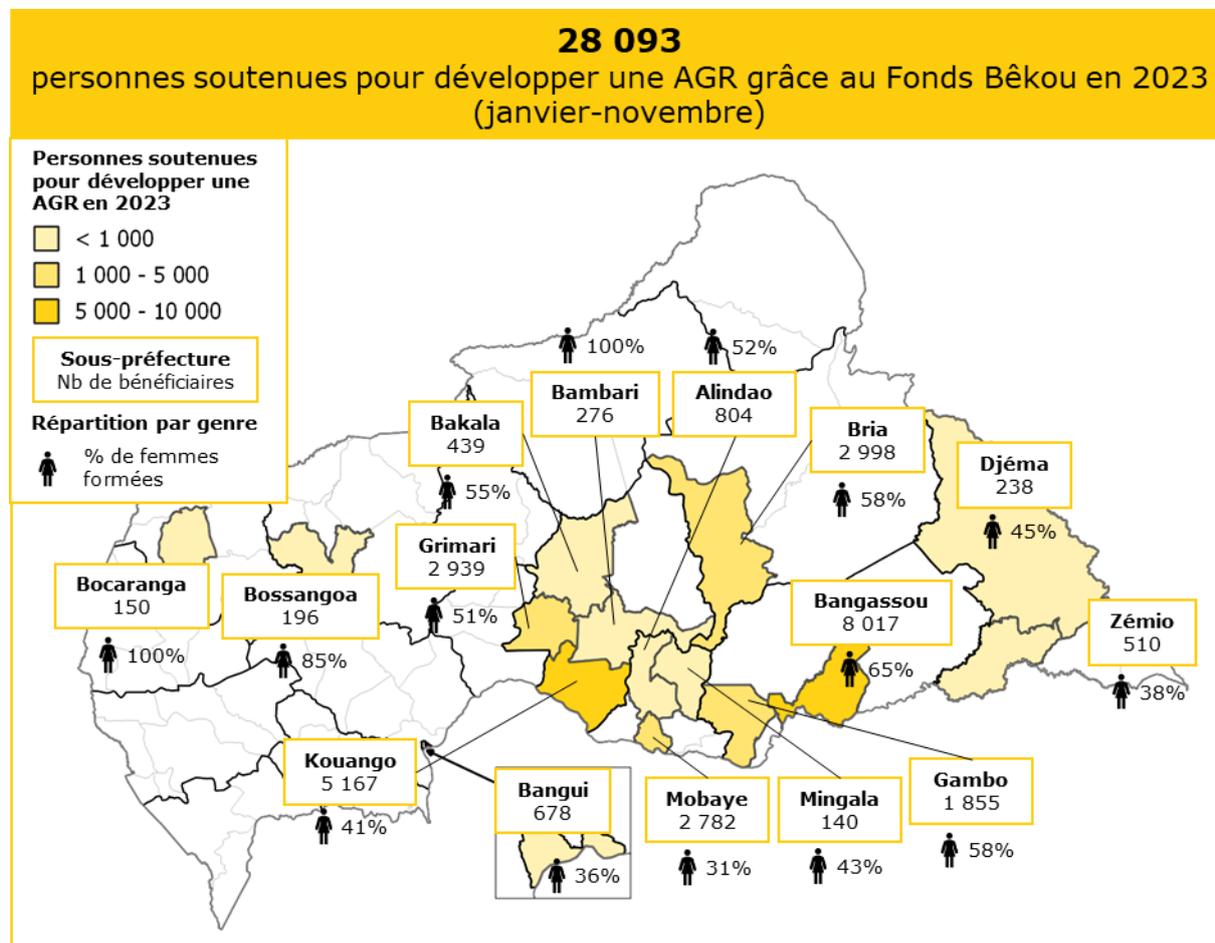
Indicateur	3.3 Petits exploitants 🌾	3.4 AGR 🏠	3.5 THIMO 🎓	3.6 VET 🧑	3.7 Services financiers 🏦
<b>Résultats clés</b>	Petits exploitants atteints	Personnes soutenues dans la mise en œuvre d'une AGR	Personnes travaillant aux THIMO	Bénéficiaires de VET et formations	Personnes ayant accès aux services financiers
<b>Bêkou 2015-2023</b>	187 433	93 658	23 906	110 571	18 073
<b>Focus 2023</b>	5 551	28 093	1 614	3 469	125

\* D'autres interventions ont contribué à ces résultats. L'intervention liée à l'OS1 est le programme PEPEV. Les interventions liées à l'OS2 sont les programmes ECOFAUNE+, GENRE I, II et III, et RECONCILIATION.

## Soutien aux petits exploitants, coopératives et mise en place d'AGR

En 2023, 28 093 personnes ont reçu un appui à la mise en place d'une AGR (indicateur 3.4), représentant 30% du total de l'indicateur depuis le début du Fonds. Cette proportion reflète l'évolution des projets de l'OS3 au cours de la mise en œuvre du Fonds. Alors que les premières années du Fonds ont mis l'accent sur la sécurité alimentaire à travers le programme SECAL, les projets se sont concentrés sur le soutien aux petits entrepreneurs et aux chaînes de valeur à partir de 2018-2019.

Figure 21: Bénéficiaires soutenus pour la mise en place d'une AGR grâce au Fonds Bêkou en 2023 (janvier-novembre) par sous-préfecture et par genre<sup>1</sup>



**En 2023, 92% des résultats de l'indicateur sont le fait du projet RELSUDE ACTED.** 54% des bénéficiaires en 2023 sont des femmes et 50% sont des jeunes (tous genres confondus). Les bénéficiaires du programme RELSUDE sont tous localisés dans les préfectures du sud-est du pays, son objectif étant d'assister le relèvement socioéconomique de cette zone, traditionnellement délaissée en raison de son éloignement géographique de Bangui et des difficultés d'accès associées à cet éloignement. Les bénéficiaires de soutien au développement d'AGR ont reçu : (i) des formations techniques et d'entrepreneuriat de base ; (ii) des séances d'appui-conseil ; (iii) des kits de démarrage, activité la plus importante et sur laquelle le consortium a eu un rythme de progression plus soutenu en 2023 malgré les difficultés sécuritaires dont a souffert le Haut-Mbomou en 2023.

**En complément, 5 551 petits exploitants ont été soutenus pour augmenter leur production de manière durable (indicateur 3.3) par les projets PAPEUR Rural et PAPEUR Urbain en 2023.** Le projet PAPEUR Rural a poursuivi son soutien aux 35

<sup>1</sup> 904 bénéficiaires ne sont pas localisés.

Figure 22: Pelle chargeuse remise par le projet PAPEUR Rural et utilisée à Bimon sur la route de Mbaïki



coopératives mises en place les années précédentes et dans ce cadre atteint 5 498 membres de coopératives supplémentaires avec divers types d'assistance. Toutes les coopératives ont été soutenues sur les aspects administratifs et notamment pour légalement formaliser leurs groupements<sup>1</sup>. Par ailleurs, PAPEUR a sélectionné 18 de ces 35 coopératives, jugées prioritaires à l'issue d'une enquête pour déterminer leur niveau de maturité. Cette enquête s'est attachée à évaluer le niveau de connaissance générale de ses membres sur les différents aspects essentiels

pour le bon fonctionnement de la coopérative<sup>2</sup>. Le projet a fait bénéficier ces 18 coopératives des 10 tracteurs livrés en 2023 (13 supplémentaires sont attendus), ce qui a permis de labourer 326 hectares de leurs terres. La livraison de ces tracteurs a permis d'initier la production mécanisée, objectif principal du projet, pour la première fois cette année. Le projet cherche en effet à soutenir les coopératives dans la mécanisation de leurs activités agricoles afin d'améliorer leur productivité et rentabilité et de sortir d'une logique d'agriculture de subsistance<sup>3</sup>. Les filières concernées sont principalement celles du maïs et du palmier à huile. L'usage des tracteurs a toutefois été confronté à deux défis en lien avec le carburant : un défi financier dû à l'inflation importante des prix du carburant depuis 2022, et un défi logistique. En effet, le carburant en RCA est approvisionné par le fleuve et à la saison sèche, qui coïncide avec la période de culture, le niveau du fleuve est trop bas pour permettre aux bateaux de circuler<sup>4</sup>.

**Enfin, en parallèle des blocs de culture attribués aux coopératives, le projet a alloué des parcelles individuelles aux coopérateurs pour introduire les concepts de polyculture et d'agroécologie.** La polyculture permet de limiter la dépendance à la seule culture du maïs. En effet, une cartographie des industries transformatives existantes dans le pays, conduite par le projet PAPEUR Rural l'année précédente, a révélé que seule une entreprise transformative de maïs existait dans le pays<sup>5</sup>. Cette position monopolistique posait le risque d'une situation de dépendance des coopératives à cette entreprise. Il a également été observé que le maïs était très peu consommé dans le pays, posant le risque de difficultés d'écoulement de la production sur les marchés locaux. La combinaison de ces éléments a incité le projet à encourager les bénéficiaires à diversifier leurs sources de revenus en intégrant le concept de polyculture<sup>6</sup>. Dans la continuité de cette stratégie de polyculture, le projet a également mené une étude agroécologique pour définir le type de sol et quel type de culture associer au maïs afin de maintenir la qualité des terrains et s'inscrire dans une logique respectueuse de l'environnement. Le projet a appuyé les exploitants sur la définition de ces bases, des plans d'action associés et l'achat d'intrants. Le projet a également facilité le labour de 78 hectares de ces parcelles individuelles.

### **Le développement des compétences de la population**

**En 2023, 3 469 personnes ont bénéficié d'activités de formation professionnelle (indicateur 3.6), une hausse de 40% par rapport à l'année précédente, qui est**

<sup>1</sup> Appels de mise en œuvre avec ITC en décembre 2022 et 2023.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Ibid.

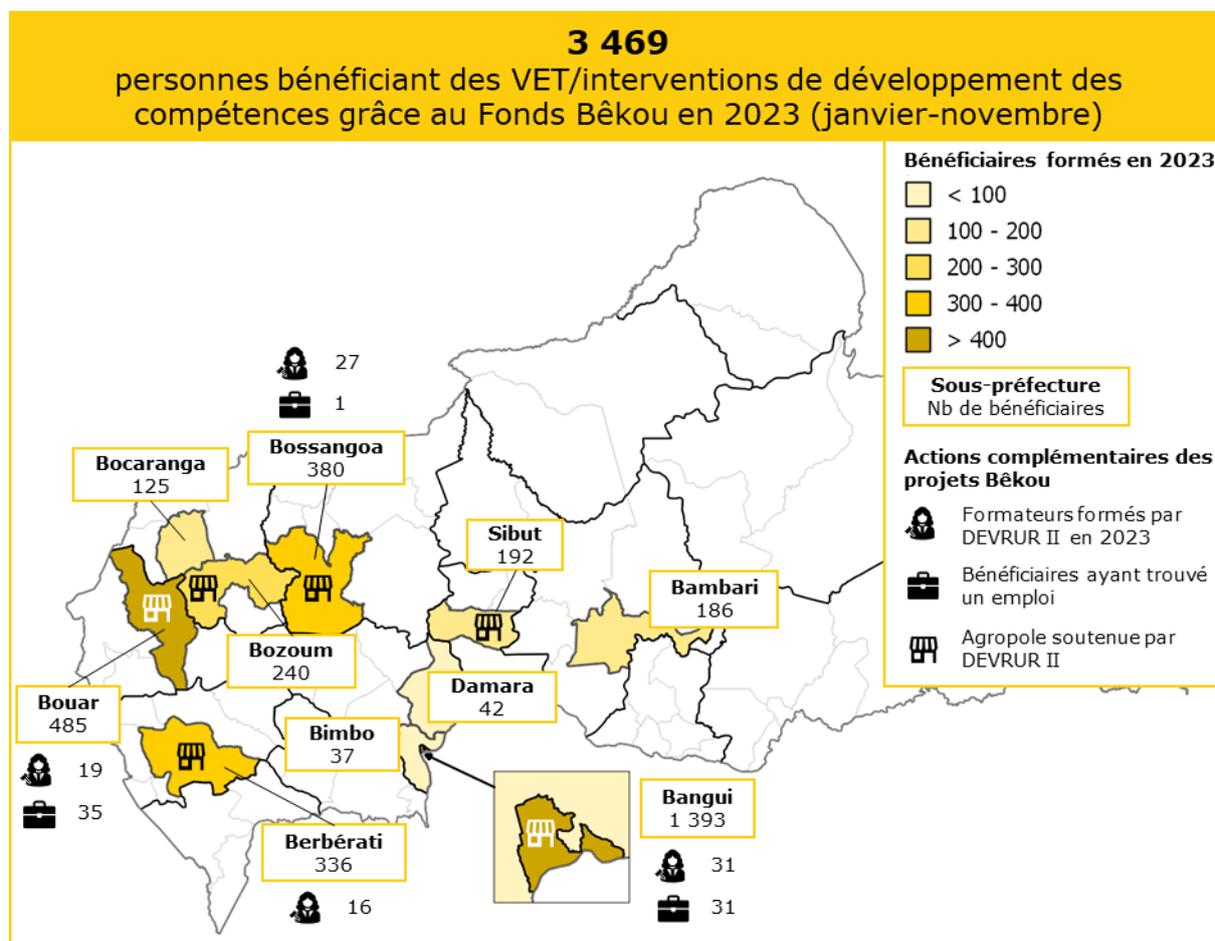
<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Ibid.

essentiellement due à la montée en puissance du projet DEVRUR II (explication développée plus bas). La grande majorité (2 726) des bénéficiaires ont participé à des activités de formation professionnelle, principalement (99%) à travers les projets DEVRUR II Enabel et PAPEUR Urbain. Sur l'ensemble de leurs bénéficiaires en 2023, le projet PAPEUR Urbain a formé 45% de femmes et le projet DEVRUR II Enabel 23%. Les principaux bénéficiaires de formation sont localisés à Bangui (40%), et dans les préfectures du centre et du nord-ouest du pays.

Figure 23: Bénéficiaires recevant une formation professionnelle ou un développement de compétence grâce au Fonds Bêkou en 2023 (janvier-novembre)<sup>1</sup>



**La finalisation progressive des activités de réhabilitation des centres de formation, localisés dans les agropoles soutenues par DEVRUR II, et de formation des formateurs par le projet ont permis l'accélération des activités de formation destinées aux bénéficiaires en 2023.** Le projet DEVRUR II a avancé dans les réhabilitations de plusieurs centres de formation, notamment celui de Don Bosco à Bangui, mais aussi d'autres dans les préfectures couvertes par le projet (voir Figure 23). Cela a permis au projet d'accroître ses capacités d'accueil de bénéficiaires de formation. En complément, le projet a fourni en 2023 des formations continues à 102 formateurs (indicateur T.2) des centres réhabilités, portant le nombre total de formateurs bénéficiant d'un tel service à 114 depuis le lancement du projet. Cela a pour objectif d'améliorer la qualité des formations proposées et d'adapter l'offre de formation aux besoins identifiés. La combinaison de ces deux éléments a permis au projet d'atteindre un rythme de progression plus soutenu de ces activités en 2023.

<sup>1</sup> 53 bénéficiaires ne sont pas localisés.

Figure 24: Construction d'un nouvel atelier de formation pour le Centre Don Bosco à Bangui  
©ENABEL



**En 2023, le projet DEVRUR II a ainsi formé 2 527 personnes (indicateur 3.6), représentant 68% du nombre total de bénéficiaires de formation du projet depuis son lancement en novembre 2020.** Les formations dispensées ont porté sur les techniques de production dans diverses filières agricoles (igname blanche, maïs et arachide) et d'élevage (pisciculture, porc, élevage de poulet de chair et poule pondeuse et utilisation de pesticide)<sup>1</sup>. Le projet a également appuyé l'introduction de ruches modernes au niveau de la filière apiculture. Dans ce but, le projet a

impliqué les formateurs des centres de formation et des artisans locaux pour créer un savoir-faire au niveau des localités sur la fabrication de ruches. En complément de ces formations techniques, Enabel a accompagné les bénéficiaires de certaines filières avec des formations initiales en entrepreneuriat de base et des séances de coaching pour l'élaboration de plans d'affaires sommaires dans le but de lancer leur AGR. Les bénéficiaires producteurs d'ignames, de maïs et d'arachide ont reçu cet accompagnement complémentaire dès le deuxième trimestre 2023<sup>2</sup>, et les bénéficiaires producteurs de pépinières en palmier à huile à partir du troisième trimestre<sup>3</sup>. A l'issue des formations techniques, le projet DEVRUR II Enabel propose également aux bénéficiaires sortants un appui à la recherche d'emploi, comme alternative à la création d'une AGR. En 2023, 67 bénéficiaires du projet ont trouvé un emploi, dont 18 femmes.

**Le projet PAPEUR Urbain a finalisé les activités de formation pour 175 membres des acteurs économiques locaux<sup>4</sup> (AEL) au premier semestre 2023 dans le cadre de la mise en place de leur AGR.** Parmi les bénéficiaires du PAPEUR Urbain, 85% ont été formés pour la mise en place d'une activité agricole (élevages de porc et de volaille, pisciculture, etc.) et 15% pour la mise en place d'une activité artisanale (couture, maçonnerie, menuiserie, saponification, etc.) Après la fin des formations, ce projet a consacré le S2 2023 à la mise à disposition des derniers kits. Le projet PAPEUR Urbain a déployé un effort particulier à mettre à disposition des bénéficiaires des kits différenciés et adaptés à leurs besoins. Aussi, après que des bénéficiaires ont rapporté des manquements quantitatifs ou qualitatifs dans les kits reçus, le projet a distribué des kits complémentaires. En 2023, 571 AEL ont été appuyé grâce à la réception de kits complémentaires (indicateur 3.4), dont 300

Figure 25: Des AEL du 6ème arrondissement de Bangui ont reçu des porcelets de race améliorée à travers le projet PAPEUR Urbain



<sup>1</sup> Enabel, 'Note trimestrielle du projet DEVRUR II – Q3 2023', 30 septembre 2023.

<sup>2</sup> Enabel, 'Note trimestrielle du projet DEVRUR II – Q2 2023', 31 juillet 2023.

<sup>3</sup> Enabel, 'Note trimestrielle du projet DEVRUR II – Q3 2023', 30 septembre 2023.

<sup>4</sup> La dénomination « d'acteurs économiques locaux » peut désigner à la fois des individus ou des groupes mettant en œuvre une AGR.

femmes. Par ailleurs, 53 éleveurs supplémentaires (indicateur 3.3) ont reçu des animaux, dont 14 femmes. La distribution des kits a accusé des retards en raison du peu de disponibilité de certains articles sur les marchés locaux et de l'inflation des prix. Pour contourner cette difficulté, le partenaire de mise en œuvre DRC est parvenu à obtenir l'autorisation de l'UE pour utiliser à cet égard les fonds de garantie destinés aux activités de microfinance qui avaient été abandonnées au préalable.

**Les projets GENRE III IRC<sup>1</sup> et RECONCILIATION II Jeunesse ont prodigué des activités de développement de compétences à 743 autres bénéficiaires.** Le projet GENRE III IRC a soutenu 411 survivant.e.s et personnes vulnérables aux VBG, dont 25 hommes, dans leur réintégration socioéconomique en leur fournissant une formation pour la mise en place de leur AGR. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la logique holistique prônée par le cluster protection, qui propose aux survivant.e.s et personnes vulnérables aux VBG des activités d'autonomisation socioéconomique en plus du soutien aux victimes. Le projet RECONCILIATION II Jeunesse a facilité la formation en informatique de 295 jeunes, dont 47% de femmes, dans les Maisons des Jeunes (MJ). Le projet RECONCILIATION II Jeunesse soutient la construction ou réhabilitation de 18 MJ sur le territoire centrafricain pour en faire des espaces de rencontres pacifique pour les jeunes afin de promouvoir une cohésion sociale renforcée au niveau communautaire. Ces MJ constituent le principal vecteur par lequel le projet compte mettre en place des activités « par » et « pour » la jeunesse. Ces dernières incluent des cours d'alphabétisation, d'informatique ou encore des ateliers de sensibilisation sous la forme de causeries éducatives sur de nombreuses thématiques, dont la cohésion sociale, les droits humains, la santé ou la gestion des conflits. Les cours d'informatique ont une durée de trois mois et se sont déroulés dans six MJ déjà électrifiées. Le début des cours d'informatique dans les 12 MJ restantes est dépendant de la finalisation des activités de réhabilitation, car elles nécessitent un approvisionnement en électricité.

---

<sup>1</sup> Le projet GENRE III est classé parmi les projets relevant de l'OS2 car c'est l'objectif auquel il contribue de manière prépondérante. Le Fonds Békou a cependant orienté ses financements en suivant une approche sectorielle, ce qui implique que certains projets contribuent à plusieurs objectifs à la fois et rapportent donc des résultats sous certains indicateurs d'autres OS que celui duquel ils relèvent. C'est ce qu'il se passe ici avec le projet GENRE III IRC qui a été catégorisé comme projet OS2 mais rapporte également des résultats sous les indicateurs de l'OS3.

## 2.4 Suivi, évaluation et apprentissage

A date, environ 90% des projets opérationnels Bêkou ont été évalués ou revus, soit à travers l'outil ROM, les évaluations Bêkou ou les évaluations internes. 31 projets financés par Bêkou ont été inclus dans **des évaluations commanditées par le Fonds** et 15 projets ont mené des évaluations sur leurs activités spécifiques. Au cours de l'année 2023 ont été finalisés les deux évaluations portant sur les deux phases du PRESU, et sur les interventions de la Santé (programmes SANTE III & RELSUDE). au cours de l'année, tous les projets SANTE ont fait l'objet d'évaluation générale par le Cabinet Conseil Santé. Certains partenaires de mise en œuvre ont également réalisé des évaluations internes de leurs projets en suivant leurs propres procédures.

Depuis 2016, 49 projets du Fonds Bêkou ont bénéficié du **sui**vi basé sur les résultats (ROM – *Results Oriented Monitoring*). En 2023, une seule mission ROM a été réalisée, il s'agit du Projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural (T03.202).

Les interventions financées par le Fonds Bêkou font également l'objet d'évaluations (internes ou externes) afin de renforcer **l'apprentissage autour des activités** mises en œuvre et de permettre une réponse adaptée aux défis de la RCA.

**L'évaluation stratégique** du Fonds Bêkou, avec une forte dimension prospective, s'articule autour de deux objectifs-clé. Le premier est de dresser un bilan des résultats du Fonds Bêkou comme contribution aux objectifs de l'UE en RCA et le second analyser le Fonds en tant qu'instrument politique et financier de l'aide extérieure de l'UE en RCA. La mise en œuvre de l'évaluation stratégique du Fonds n'a pas pu avoir lieu en 2023 comme prévu à cause de la défaillance du prestataire PARTICIP (indisponibilité des experts).

## 2.5 Communication et visibilité

Les plateformes en ligne, notamment les sites Internet et les réseaux sociaux de la DG INTPA, de la Délégation, ainsi que celles des partenaires de mise en œuvre, ont joué un rôle crucial dans la diffusion des résultats tangibles des différents projets du Fonds Bêkou.

Dix (10), "success stories" ont été publiés sur *l'implication des hommes dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)* du programme « GENRE III », le *renforcement de la cohésion sociale* du projet Jeunesse de COOPI, ainsi que *l'initiative de formation professionnelle* offrant une voie de sortie aux jeunes des agropoles en RCA du projet DEVRUR II. Signalons également l'implication des radios communautaires dans la *lutte contre la désinformation* à Bangassou grâce à la Fondation Hirondelle.

Trois capsules vidéo d'un documentaire sur le Fonds Bêkou portant sur l'éducation et la société civile, ont été diffusées dans divers lieux tels que les centres de jeunesse et d'alphabétisation.

Une exposition photographique organisée par ALIMA sur le thème "Moungo fini" à l'Alliance Française de Bangui a également eu lieu, visant à sensibiliser le public à l'action humanitaire menée par ALIMA en RCA grâce au soutien du Fonds Bêkou, en mettant en avant les thèmes des soins de santé maternelle et infantile.

Enfin, les "16 jours de l'activisme", sur le thème en 2023 : « *Zéro tolérance, cent pour cent égalités : Investissons pour un monde sans violences de genre !* » se sont déroulés du 25 novembre au 10 décembre avec des outils de sensibilisation comprenant des bandes dessinées, des kakémonos et des calendriers abordant des sujets tels que l'importance de la scolarisation, le mariage forcé et le harcèlement professionnel, dans le cadre du programme GENRE III en collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant.

### 3. RAPPORT FINANCIER

#### 3.1 Montants promis et reçus

Toutes les contributions au Fonds Bêkou ont été certifiées à la fin de l'année 2021. Le montant total des contributions dépasse les 310 millions d'euros. Le total de ces contributions a été intégralement payé à la fin de 2023.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation entre contributions certifiées et payées ainsi que les montants des crédits (opérationnels et administratifs) d'engagement et de paiement (avec les intérêts perçus et les montants récupérés suite à des ordres de recouvrement (OR) pour dépenses inéligibles jusqu'à la fin de 2023).

Contributeurs	Contributions certifiées	Autres	Contributions payées
UE - ANE/AL 2014-2019	€ 38 546 172		€38 546 172
UE - DCI-FOOD 2014-2017	€16 000 000		€16 000 000
UE - GPGC-MIGR	€14 700 000		€14 700 000
UE - ECHO	€ 3 000 000		€3 000 000
UE - FED	€ 148 000 000		€148 000 000
DE	€ 45 000 000		€45 000 000
FR	€ 35 000 000		€35 000 000
IT	€ 6 000 000		€6 000 000
NL	€3 000 000		€3 000 000
CH	€925 326		€925 326
<b>TOTAL</b>	<b>€310 171 498</b>		<b>€310 171 498</b>
TOTAL INTERETS		€490 515.93	
TOTAL OR		€816 824.95	
Total crédits d'engagement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)	<b>€311 478 835</b>		
Total crédits d'engagement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)	<b>€297 437 497</b>		
Total crédits d'engagement reçus (administratifs - intérêts + OR inclus)	<b>€14 041 337</b>		
Total crédits de paiement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)			<b>€311 378 835</b>
Total crédits de paiement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)			<b>€297 437 497</b>
Total crédits de paiement (administratifs - intérêts + OR inclus)			<b>€14 041 337.82</b>

### 3.2 Montants payés

En 2023, presque 20 millions d'euros ont été décaissés. Ce montant vient s'ajouter aux paiements précédents pour atteindre un total décaissé de 283.13 millions d'euros depuis le lancement du Fonds Bêkou.

Le tableau ci-dessous montre le montant des paiements en 2023 par type de ligne budgétaire.

Ligne budgétaire	Montant des paiements (EUR)
Société civile, autorité locale	1.022.000
Formation	3.414.000
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	393.000
Egalité des sexes	1.931.000
Santé	7.870.000
Reconstruction et réhabilitation	2.570.000
Assistance technique et communication	500.000
Eau et assainissement	2.170.000
Autres contrats / Paiements	10.000
<b>Total</b>	<b>19.880.000</b>

Le tableau ci-dessous montre la part des préfinancements et des dépenses réelles (dépenses justifiées et approuvées) par type de contrat/mode de gestion pour les paiements en 2023.

	Total paiements		Préfinancements		Apurements		Dépenses réelles	
	A		B		C		D = A - B + C	
	Montants (€)	%						
Subventions en gestion directe	13.384.160	67%	8.174.790	59%	30.610.326	68%	35.819.696	70%
Marché en gestion directe	911.370	5%	14.880	0%	326.592	1%	1.223.082	2%
Gestion indirecte avec les organisations internationales	2.171.769	11%	2.171.769	16%	1.302.833	3%	1.302.833	3%
Gestion indirecte avec les agences de développement	3.413.993	17%	3.413.993	25%	12.756.789	28%	12.756.789	25%
<b>Total :</b>	<b>19.881.292</b>	<b>100%</b>	<b>13.775.432</b>	<b>100%</b>	<b>44.996.540</b>	<b>100%</b>	<b>51.102.400</b>	<b>100%</b>

### 3.3 Bénéficiaires et montants contractualisés

En 2023, le Fonds Bêkou a conclu 5 nouveaux contrats pour un montant total de 128 303 EUR<sup>64</sup> dont 2 contrats de vérification financière. Ces contrats ont été tous conclus dans le cadre du programme Facilité d'assistance technique et de communication (FATC II).

<sup>64</sup> Après le 31 janvier 2021 les fonds fiduciaires ne peuvent contractualiser que des contrats relatifs à la mise en œuvre d'activités de communication et visibilité du Fonds, d'audit, et d'évaluation

### 3.4 Analyse KPI

Alors que les KPI 7, 8, 17, 20, 21 sont orange, l'évaluation globale est positive (voir Rapport sur les KPI ci-dessous). Ci-dessous une analyse plus en détail des indicateurs orange :

#### **K07: Timely invoice pre-financing clearing**

Le KPI est orange à cause de trois factures d'apurement pour lesquelles il n'y avait pas de paiement final et dont on n'avait pas encodé les factures d'apurement de préfinancement dans les délais.

#### **K08 : Timely decommitments**

Tous les dégagements ont été fait sauf un, concernant un contrat dont un ordre de recouvrement était en cours pour un montant élevé lié à un cas de fraude.

#### **K017: Prevention of ineligible expenditure by ex-ante controls**

Le pourcentage exigé d'au moins 2% à la fois pour les dépenses inéligibles ex-ante et sur les vérifications n'a jamais été atteint pour le Fonds Bêkou. Il convient de noter qu'une majorité des contrats du fond Bêkou sont signés avec des entités ayant fait l'objet de l'évaluation des piliers et des ONG internationales présentes en RCA qui maîtrisent les procédures financières et contractuelles applicables aux actions extérieures de l'UE, ce qui réduit le risque de dépenses inéligibles et prévient des paiements indus.

#### **K020: Timely contractualization of audit plan: year N**

Le plan annuel d'audit et vérification (AVP) 2023 prévoyait 8 audits dont seulement 3 ont été lancés. Certaines procédures d'audits ont été engagées mais annulées à cause du passage du contrat cadre audit 2018 à celui de 2023.

#### **K021: Timely implementation of audit plan: years N-1 and N-2**

Ce KPI est orange car sur les 7 contrats prévus, 3 ont été clôturés et pour les 4 autres les missions d'audits ont démarré en retard dû à des problèmes sécuritaires en RCA et dû à la faible réaction des bénéficiaires audités.

Indicator Name	Indicator Title	Benchmark Label	KPI/Indicator Value
K02 - Pay. Forecast	Accuracy of forecast for payments	Between 90% and 110%	97,43%
K05 – Inv. Reg.	Accuracy of initial annual financial forecast for contracts	At least 90%	91,67%
K06 – Pay. Time	Timely payments	At least 90%	100%
K07 - Prim. Intv. Impl.	Timely invoice pre-financing clearing	At least 85%	80,00%
K08 - Timely Decommitments	Timely decommitments	At least 85%	75,00%
K09 - Old RAL	Reduction of old RAL	At least 35%	100,00%
K17 - Ex-ante Inelig.	Prevention of ineligible expenditure by ex-ante controls	At least 2%	0,30%
K20 - Aud. Plan (N)	Timely contractualization of audit plan: year N	At least 70%	37,50%
K21 - Aud. Impl. (N-1 & N-2)	Timely implementation of audit plan: years N-1 and N-2	At least 60%	42,86%
K22 - Exp. Audits	Reduction of old unclosed audits	At least 50%	66,67%
K23 - Audit TTF	Timely completion of audit follow-up	At least 40%	60,00%
K24 - Aud. Inelig.	Effectiveness of identification of ineligible expenditure by audits	At least 2%	9,31%

## 4. MANAGEMENT ET CONTRÔLE INTERNE

### 4.1 Résultats des contrôles

#### 4.1.1 Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité

Des contrôles ex-ante sont effectués de manière systématique par les 4 intervenants du circuit financier Bêkou, et ce pour toutes les transactions du Fonds. En 2023, sur 37 millions de montant demandé, 113.608 ont été détectés comme dépenses inéligibles par des contrôles ex ante avant paiement.

Le 7ème plan annuel d'audit et vérification pour 2023 prévoyait 8 audits pour les contrats suivants :

Réf. N°	Titre	Bénéficiaire	Type d'engagement
T03.164	SANTÉ III - PUI - PROJET D'ASSISTANCE MÉDICO-NUTRITIONNELLE POUR LES POPULATIONS VULNÉRABLES ET DE RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ DE LA RÉGION N°7	ACTION CONTRE LA FAIM* ACF, CROIX-ROUGE FRANÇAISE, PREMIÈRE URGENGE INTERNATIONALE	Audit/Vérification
T03.163	SANTÉ III - IMC - RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ DANS LES PRÉFECTURES DE LA VAKAGA ET DE LA HAUTE KOTTO	INTERNATIONAL MEDICAL CORPS UK LBG*IMC	Audit/Vérification
T03.162	SANTÉ III - ALIMA - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX DES DISTRICTS SANITAIRES DE BIMBO ET BODA DANS LA PRISE EN CHARGE DE LA SANTÉ DES	THE ALLIANCE FOR INTERNATIONAL MEDICAL ACTION	Audit/Vérification
T03.141	SANTÉ II - CUAMM - APPUI AU COMPLEXE PÉDIATRIQUE DE BANGUI	ACTION CONTRE LA FAIM* ACF, OPERA SAN FRANCESCO SAVERIO	Audit/Vérification
T03.170	RÉSILIENCE RURALE ET CRÉATION D'EMPLOIS - DRC - RENFORCER LA RÉSILIENCE RURALE ET APPUYER LE RELÈVEMENT DES PRODUCTEURS ET DES FILIÈRES AGROPASTORALES PORTEUSES DANS LE NORD DE LA RCA	ACTION CONTRE LA FAIM* ACF, CONCORDIS INTERNATIONAL TRUST, DANSK FLYGTNINGEJÆLP FORENING* DANISH REFUGEE COUNCIL, PREMIÈRE URGENGE INTERNATIONALE, TRIANGLE GENERATION	Audit/Vérification
T03.166	CRS - RETOUR OUEST - KIRINGO KODRO/ RETOUR A LA COMMUNAUTÉ	AEGIS TRUST, CATHOLIC RELIEF SERVICES UNITED STATES CONFERENCE OF CATHOLIC BISHOPS, PLATE FORME DES CONFESSIONS RELIGIEUSES DE CENTRAFRIQUE, STICHTING	Audit/Vérification
T03.97	PRESU 2 - AFD - PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN MILIEU URBAIN - PHASE 2	AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT	Audit/Vérification
T03.30	PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ECONOMIQUE ET SOCIALE EN MILIEU URBAIN RCA: AFD	AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT	Audit/Vérification

En 2023, 3 contrats spécifiques ont été signés et lancés via le contrat-cadre audit pour la vérification.

#### 4.1.2 Prévention et détection des fraudes<sup>65</sup>

Le contrat de subvention T03.161 signé avec CORDAID a fait l'objet d'une investigation par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) qui a été clôturée en 2023. Cette investigation a conclu à la présence d'irrégularités concernant les intérêts financiers de l'Union européenne et a donné lieu à des recommandations.

Ces recommandations se sont basées sur l'audit lancé par le Fond Bêkou dans le cadre de l'AVP 2022 dont les conclusions sont des dépenses inéligibles liées au manque et à l'inadéquation de documents, à l'absence de lien avec les activités du projet ainsi qu'à une mauvaise documentation des procédures d'appel d'offres.

Une note de débit a été envoyée à CORDAID et les dépenses inéligibles ont été remboursées par le bénéficiaire.

<sup>65</sup> EU Trust Funds are included in the anti-fraud strategy of the DG of the Authorising Officer in charge.

## **4.2 Observations et recommandations faites par le Service d'audit interne / la Cour des comptes**

Aucune observation a été faite en 2023 par la Cour des comptes européenne.

## **4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne**

Le Fonds Bêkou opère dans le système général de contrôle interne défini par la Commission européenne. Dans ce cadre, le gestionnaire du Fonds Bêkou a effectué l'évaluation des systèmes de contrôle en place au moyen du questionnaire ad hoc sur les standards de contrôle interne.

Cette évaluation se fonde sur le rapport du Service d'audit interne, sa propre évaluation des systèmes de contrôle et des risques, le type d'exceptions/dérogations enregistrées, le nombre et la fréquence des irrégularités détectées (faible) et d'autres informations (fonctionnement des circuits financiers, rapports de vérification des dépenses, missions de l'équipe, missions ROM, etc.).

D'une manière générale, aucune faiblesse significative n'a été détectée.

## **5. ANNEXES**

Annexe 1 Tableau des contrats signés depuis le lancement du Fonds Bêkou

Annexe 2 Situation des plans annuels d'audit et de vérification